rouge
hebdomadaire d'action communiste

PORTUGAL :

RESPECT DU DROIT DE GREVE !

INDEPENDANCE IMMEDIATE POUR TOUTES LES COLONIES !

BAS LES PATTES DEVANT LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE !

VENDREDI 30 AOUT 1974 - N° 263 - 16 PAGES - 3 FRANCS

DES VESSIES POUR DES LANTERNES !

Il se sent plus, le Giscard télévisé. Parlant, mardi dernier de sa descente des Champs Elysées, il s'émeut « au souvenir de cette matinée de printemps qui chante encore à la mémoire ». **Il se sent introduit dans l'histoire. Sous le coup de l'euphorie, il n'hésite pas à noircir le régime précédent dont il était pourtant ministre : écoutes téléphoniques, censure, prisons... C'était la dictature. Aujourd'hui le changement.**

Et le président de s'accrocher généreusement les médailles : le droit de vote à 18 ans, la contraception, la réforme pénitentiaire, bientôt l'avortement et le divorce.

Doucement ! Faut pas présenter des vessies pour des lanternes. Ni un ravalement de façade pour une révolution. Le régime Giscard grignote quelques archaïsmes législatifs, conservés par les godillots UDR, pour se mettre au pas de ses confrères européens. Mais surtout, il s'agit d'amener en souplesse la pilule.

Et la pilule, la voilà : « Pour les trois derniers mois, les prix ont augmenté en France de 4 % et les rémunérations ont progressé de plus de 6 %. Ce sont des chiffres qui sont déraisonnables et avec lesquels aucune économie ne peut vivre ». **Les prix ont encore augmenté de 1,3 % en juillet. Giscard n'a même pas osé parler de l'opération coup de frein sur les prix annoncée par Fourcade pour le 2 septembre. A croire qu'il n'y croit pas.**

Français encore un effort ! C'était le thème de la soirée. Ouvriers, agriculteurs, cadres et patrons tour à tour sollicités. Les derniers pour ne pas perdre courage, pour continuer à épargner, à investir... et à profiter. Les premiers pour accepter les sacrifices. Les efforts ne sont pas les mêmes pour tous.

Aux ouvriers : « Je compte sur votre aide dans cette lutte contre l'inflation et je rêve aussi au jour où les syndicats français, comme les syndicats allemands ou les syndicats américains apporteront leur pierre à la lutte contre l'inflation. ». **Doux rêveur ! Au moment où les travailleurs allemands remettent en cause de plus en plus souvent la politique de collaboration de leurs dirigeants syndicaux.**

D'ores et déjà, le rythme de l'inflation, les fermetures d'usines, les menaces sur l'emploi dictent la réponse des travailleurs pour la rentrée : pas de licenciements sans reclassement préalable aux mêmes conditions de salaires ! Semaine de 35 H ! Pas de salaires au-dessous de 1500 francs et 200 francs pour tous ! Echelle mobile des salaires !

Giscard a d'autre part affirmé : « Je souhaite que cette action politique puisse être soutenue par l'actuel Parlement et par l'actuelle majorité présidentielle qui s'y est dégagée ». **Démenti indirect aux rumeurs concernant d'éventuelles élections anticipées. Et aussi coup de frein aux polémiques au sein de la majorité. Lecanuet, rejetant la fédération avec les radicaux se proposait dans un article du « Point » de rassembler les centristes, puis les réformateurs (tous radicaux inclus), enfin de s'allier avec le PS. Proposition raccoleuse aussitôt rejetée par Robert Fabre et par un ancien partisan déclaré de la grande fédération, Chandernagor. Pas par conviction idéologique ou par fidélité envers un quelconque principe : ils n'en sont pas à un reniement près. Seulement, tout renversement d'alliance au lendemain des présidentielles, alors que la polarisation sociale demeure, équivaudrait pour eux à un suicide... électoral.**

Sanguinetti en a tout de même piqué un coup de sang, répondant, bravache, à Lecanuet que, si ce dernier allait raccoler le PS, lui-même n'abandonnerait pas le PC au ghetto. Marchais a du en frissonner et devenir tricolore de plaisir. La surenchère reste cependant verbale, chacun s'accrochant ferme à la gamelle du pouvoir, sans vouloir le moins du monde lâcher la proie pour l'ombre.

Ceux qui mettent tous leurs espoirs de changement dans des élections rapprochées en seront pour leurs frais. Il faudra faire face sans attendre, sans louvoyer. Car les salaires et l'emploi n'attendent pas d'hypothétiques législatives. Et ce gouvernement, cette majorité fragile, ce président encore tout étonné d'être élu, ne sont pas si solides qu'ils soient à l'abri d'un vigoureux coup d'épaule.

Christian Diseurs

Le 13 août dernier, Christian Diseurs, l'un des militants les plus actifs de la ville de Nancy a trouvé la mort par noyade.

Ouvrier métallurgiste à l'usine Norton depuis l'âge de 14 ans, il avait commencé à militer pour la défense de la révolution vietnamienne dans le Front de solidarité Indochine. Ses activités étaient multiples, de l'anti-militarisme au militantisme syndical.

Dans son usine, il s'acharnait à reconstruire une section syndicale de combat, en redonnant vie à une section depuis longtemps en sommel.

Délégué de son atelier, il avait su gagner la sympathie de ses camarades de travail qui voyaient en lui le ferme défenseur de leurs intérêts communs, le porte-parole de leur mécontentement.

Jeudi 22 août, lors de ses obsèques, ses camarades de travail, ses camarades du FCR, des représentants syndicaux, lui ont rendu un dernier hommage silencieux.

Christian n'avait que 22 ans.

Sa mort ne doit pas interrompre la tâche à laquelle il s'était attelé.

Portugal : Droit anti-grève !

Le droit de grève vient d'être reconnu au Portugal par le Conseil d'Etat et le Conseil des ministres dont font partie socialistes et communistes. Droit de grève ? C'est vite dit car dans le « Journal Officiel » les trois-quarts du texte sont occupés par les cas interdit par la loi.

Ainsi, le droit de grève n'est pas reconnu aux militaires, aux pompiers, aux magistrats, et aux gardiens de prison. Quant aux fonctionnaires, ils auront droit à une loi spéciale.

Pour les ouvriers, ils devront observer un délai de 37 jours minimum entre le début du conflit et la grève proprement dite.

Sont interdites les grèves qui ne respectent pas les dispositions légales ou qui visent à modifier un contrat collectif de travail en vigueur.

Sont interdites les grèves politiques, religieuses ou de solidarité avec une autre profession.

Sont interdites l'occupation d'usine, les arrêts de travail isolés dans des secteurs stratégiques de l'entreprise qui ont pour but de désorganiser la production.

« Toute grève devra obligatoirement être précédée d'une période de négociation de 30 jours. En cas d'échec, la grève ne pourra débuter qu'une semaine après »...

Par contre, si les ouvriers ont le malheur d'enfreindre ce décret-loi, le « lock-out » devient légal pour le patronat.

Il eut été plus rapide et surtout plus utile de préciser dans quel cas la grève est autorisée. A première vue, il sera dur de trouver une faille dans ce diktat, le plus cynique qui ait été promulgué depuis l'accession de Spinola au pouvoir. Espérons que cette mesure enti-ouvrière donnera matière à réflexion aux militants du PS et du PC.

SOLDE ANTERIEUR	182 903,69
LE MANS	100,00
S.H. CANNES	50,00
ALBI-CASTRES	167,00
C.R EPINAL	200,00
Diffuseurs PARIS	280,00
Divers individuels	210,00
Diffuseurs, PARIS	50,00
FCR PARIS 17e	135,00
C.R. PARIS 13e	45,00
M.D. RUEIL	120,00
P. et R.A. RUEIL	100,00
SNCF MASSENA	50,00
M.A. SETE	50,00
G.G. VILLEURBANNE	100,00
J-M.V. LIMOGES	20,00
J-M.S. CHARLEVILLE-MEZIERES	100,00
Diffuseurs PARIS	30,00
C.B. Saint MAUR	10,00
A.M. Saint MANDE	100,00
L.B. AMIENS	20,00
G.P. BOIS COLOMBES	50,00
Diffuseurs PARIS	385,00
TOTAL	**185 275,69**

DU PAIN SUR LA PLANCHE

Alors que la production de la plupart des pays capitalistes a connu un sensible ralentissement, la France reste aujourd'hui le seul pays capitaliste important à échapper à la récession. La production se maintient à un rythme annuel de 4-5 %. Les exportations ont connu une forte progression. Le franc a remonté de 7 % par rapport au mark. Dans nombre d'entreprises, les carnets de commandes sont remplis pour l'automne. « Il n'y a pas de crise économique française, n'en déplaise à M. Séguy » pérorait Chirac il y a quelques temps.

Cet optimisme ne saurait toutefois dissimuler les problèmes auxquels se heurte le gouvernement :

— un déficit de la balance des paiements de 35 milliards à combler,

— une hausse des prix* que les promesses n'ont pu jusqu'ici faire descendre au dessous d'un rythme annuel de 16 %,

— une remontée prévisible du chômage, avec, dans plusieurs branches industrielles (automobile, bâtiment, textile, etc.), une situation où l'emploi est devenu le problème n° 1.

Derrière le rideau de fumée des grandes phrases télévisées, c'est là que la classe ouvrière pourra juger sur pièce de la politique du gouvernement Giscard.

LE PLAN FOURCADE N'ARRETERA PAS L'INFLATION

Après avoir défendu contre Chaban-Delmas le refus délibéré de toute politique de déflation, Giscard amorce aujourd'hui un léger tournant en décidant une action de freinage contrôlé des prix. Cette lutte minimale contre l'inflation était devenue pour lui une nécessité pour faciliter la relance de l'Europe et pour répondre aux dangers d'explosion sociale qu'aurait recélé une hausse des prix de 20 % par an.

La méthode utilisée montre bien la situation dans laquelle se trouve le gouvernement. Pas de politique brutale et spectaculaire de blocage des prix et des salaires qui risquerait de « casser l'expansion », et qui surtout, pour un gouvernement aussi mal élu reviendrait à jouer avec le feu : **« Le rapport de forces sociales depuis mai 1968 a en effet changé. Il n'est plus possible de freiner, voire de casser l'inflation en écrasant les salaires comme Antoine Pinay puis le général de Gaulle l'ont fait »** note très lucidement la revue patronale **l'Expansion** (juillet-août 74).

Aussi le plan Fourcade s'est-il enveloppé d'une sauce « sociale » et s'il attaque le niveau de vie des travailleurs, c'est en quelque sorte par personne interposée, en incitant le patronat à serrer la vis.

Les moyens mis en œuvre sont d'abord des remèdes assez classiquement utilisés par les gouvernements bourgeois (austérité budgétaire, encadrement du crédit) auxquels s'ajoute la fameuse **« taxe conjoncturelle »** qui incite les industriels à ralentir leurs investissements et à modérer les hausses salariales. On ne connait pas encore le détail de l'application de toutes ces mesures, en particulier de la taxe conjoncturelle, mais d'ores et déjà plusieurs choses sont claires :

1) Le but avoué est bien de réduire la consommation populaire.

Les augmentations de salaires que le patronat a du jusqu'ici concéder sont jugées trop importantes par Giscard. Le plan Fourcade espère les modérer. Les prévisions (non publiées) faites par le ministère **en juin 74** — au moment même où il fut annoncé — sont tout à fait parlantes : la croissance du pouvoir d'achat devrait se ralentir. Calculée sur la base du taux de salaire horaire, elle devrait passer de 6,3 % en 1973 à 3,8 % en 1974 ; et sur la base du revenu disponible (qui tient compte de la fiscalité) elle devrait passer de 7,1 % à 1,2 %. Il s'agit là de **moyennes**, ce qui signifie qu'on prévoit **une baisse du pouvoir d'achat** pour certaines catégories de travailleurs.

2) Les mesures prises n'affectent pas de la même façon toutes les entreprises.

Ainsi, les grandes entreprises expectatrices ne sont pratiquement pas touchées par les restriction du crédit, dans la mesure où elles peuvent emprunter sur le marché de l'eurodollar ; elles continueront à faire des profits juteux. Par contre les petites et moyennes entreprises sont littéralement asphyxiées et les dépôts de bilan se multiplient.

3) Le gouvernement ne parviendra même pas à réduire les prix au niveau des objectifs qu'il s'est publiquement fixés.

En apparence, Fourcade a défini un calendrier des plus modestes. L'objectif est de finir l'année à un taux de 1 % par mois (soit un rythme record de 12 % par an !), puis de ramener la hausse des prix en France en 1975 au niveau des prix allemands, c'est-à-dire à un rythme annuel de 8 %. Mais, quand on sait que les cours des matières premières (contrairement à ses prévisions) ont recommencé à monter et que l'OCDE elle-même prévoit pour la France une hausse de 14 % en 75, cette prévision apparaît comme une rodomontade. Il est vrai qu'en matière de chiffres, Giscard semble avoir fait du gros mensonge une méthode de gouvernement.

Quant à l'opération « coup de frein » mijotée pour la rentrée afin de baisser certains prix à la distribution, elle dépassera à peine le caractère d'une opération publicitaire : pendant que le saucisson cuit à l'ail — ainsi que l'a annoncé Fourcade — diminuera tapageusement de 8 % chez les commerçants-modèles, les autres prix continueront à grimper, à commencer par le fuel et les timbres-poste...

UNE DETERIORATION PLANIFIEE DE L'EMPLOI

A la différence d'autres pays européens, la France n'a pas connu de flambée de chômage : alors qu'en Allemagne par exemple, le nombre de chômeurs a doublé en un an, le nombre de demande s d'emploi non satisfaites s'est accru en France à un rythme relativement lent.

Pourtant, les problèmes de l'emploi vont connaître une place importante à la rentrée parce que la progression générale du chômage va s'accélérer et que certaines branches d'industrie vont connaître de grosses difficultés.

La politique du gouvernement dans ce domaine va être parfaitement cynique :

- il prévoit une montée « raisonnable » du chômage qui lui permette de faire pression sur les salaires. Avec cette candeur féroce qui caractérise le bon technocrate, Fourcade déclare dans une interview au journal **Le Monde** qu'il y a **« suremploi »** (plus d'un demi-million de chômeurs !) et que cette situation, heureusement, ne durera pas : **« quant à l'augmentation des revenus et des salaires, je pense qu'elle commencera à s'infléchir dès la fin de l'année... »**. On prévoit au ministère 80 000 chômeurs supplémentaires d'ici à décembre.

- Parallèlement, il veut se donner les moyens de maintenir le volant de chômage dans certaines limites, en jouant sur le contrôle de l'immigration : l'arrêt des entrées de travailleurs étrangers et les expulsions d'immigrés ayant perdu leur travail devraient ainsi « escamoter » plusieurs dizaines de milliers de sans-emploi, en exportant le chômage dans leurs pays d'origine.

Le régime Giscard ne fait pas de sentiment. Il vise avant tout à l'efficacité et à la rentabilité ; simplement, il s'efforce d'atténuer les effets les plus ravageurs de sa politique. On le voit dans de nombreuses branches d'industrie :

- D'un côté, il prend toute une série de mesures d'austérité ou de restructuration qui ont de graves conséquences pour l'emploi de milliers de travailleurs : réduction des logements sociaux, suppression de projets en cours, réduction du programme Concorde, étranglement d'une kyrielle de PME et autres canards boîteux du capitalisme. Ce qui entraîne une progression spectaculaire du nombre de faillites (8 000 en six mois, soit 23 % d'augmentation) et de licenciements collectifs (le nombre des autorisations de licenciements collectifs de plus de vingt personnes est passé de 1834 en mars 74 à 2375 en avril et 3371 en mai).

- Mais en même temps, instruit par l'expérience, il essaie d'empêcher que ne se constituent des « abcès de fixation », que ne refleurissent de nouveaux **Lips**. D où l'examen de plusieurs projets concernant le maintien du salaire pendant un an en cas de licenciement collectif, et la formation professionnelle pour recycler les licenciés.

UN AVENIR INCERTAIN

Ce tableau, c'est celui de la période immédiate de la rentrée. Au delà, bien des incertitudes subsistent :

- Si l'on admet l'inefficacité du plan Fourcade à freiner véritablement l'inflation, cela signifie qu'à moyen terme le gouvernement peut à nouveau se retrouver devant cette alternative absurde, parfaitement symbolique de ce qu'est le système capitaliste : ou bien accepter des hausses de prix de l'ordre de 20 % par an, ou bien prendre des mesures draconiennes de déflation au risque de provoquer un chômage massif

▶ ▶ ▶

▶▶▶ DU PAIN SUR LA PLANCHE

(les choix dépendront largement du contexte international).

• D'autre part, il n'est pas évident que la France ne connaîtra pas de récession. La production se maintient actuellement. Mais elle est largement tributaire de la santé des exportations. Sans compter qu'avec le bâtiment en pleine crise et l'industrie automobile (dont les ventes ont chuté de 20 % au mois de juin), ce ne sont pas deux branches industrielles parmi d'autres qui sont touchées, mais deux secteurs clés qui ont traditionnellement joué un rôle moteur dans la croissance et dont les difficultés peuvent provoquer toute une série de réactions en chaîne.

DU PAIN SUR LA PLANCHE

Dans l'immédiat, nous l'avons vu, que ce soit en matière de prix et de salaires ou en matière d'emploi, la politique giscardienne se traduit d'ores et déjà par une série de coups portés à la classe ouvrière, accompagnés d'une démagogie sucrée pour essayer de faire passer la pilule.

Mais l'affaire n'ira pas sans mal. On ne peut impunément dire que la lutte contre l'inflation est devenue la priorité : si les prix continuent à flamber, cela sera perçu par des millions de gens comme un **échec politique** du gouvernement Giscard.

L'offensive visant à ralentir le pouvoir d'achat est loin d'avoir abouti. Les derniers chiffres publiés montrent au contraire que les hausses salariales arrachées ont été en moyenne au deuxième trimestre 74 parmi les plus fortes depuis 1968. La classe ouvrière s'est jusqu'ici refusée à faire les frais de l'inflation et du déficit de la balance des paiements. Il y a peu de chances pour que les appels de Giscard à la modération des revendications salariales soient entendus.

De même pour l'emploi. Que Giscard veuille utiliser l'immigration comme une piétaille taillable et corvéable à merci, une soupape de sûreté du système capitaliste, c'est parfaitement clair. Mais qu'il y parvienne sans difficultés, rien n'est moins sûr. Des luttes comme celle de l'EGCC l'ont montré.

Les réactions — en pleines vacances — aux licenciements collectifs prouvent que **Lip** et **Rateau** ont fait école. Loin de l'acceptation passive et de la démoralisation, c'est au contraire le refus de payer la note qui s'affirme un peu partout : l'usine **Maragnon** à Coarraze, menacée de fermeture, est occupée depuis quatre semaines ; les travailleurs de l'usine **Arnaud** de Valréas (Vaucluse) occupent aux-aussi les locaux depuis le 18 juillet contre un licenciement collectif ; les ouvrières d'INOSAF qui luttent contre la fermeture de leur usine ont décidé de reprendre elles-même la production pour 24 heures afin d'assurer une commande. A **Titan-Coder** c'est le même refus. Et la journée « portes-ouvertes » aux tanneries d'Annonay montre l'impact que peuvent rencontrer ces luttes dans la population locale.

Giscard a décidément du pain sur la planche.

F.L.

LE COMBAT DES TANNEURS

1 200 travailleurs au Puy, 500 à Annonay, 500 à Bort.

Un quart de la production française de peaux et 70 % des exportations. Les Tanneries Françaises Réunies étaient une entreprise qui tournait bien. Aujourd'hui, c'est le désastre. Et c'est aux travailleurs qu'on demande d'en faire les frais.

1972 fut pour les TFR une année euphorique. Les bénéfices atteignirent dix millions de francs. De 70 à 73, les investissements se montèrent à 27 milliards de francs. En mars 73, ce fut la catastrophe : dix millions de pertes. Sidem (le PDG) obtient l'autorisation de ne plus payer les créanciers durant trois mois.

LA DIRECTION FERME L'USINE LES OUVRIERS L'OCCUPENT

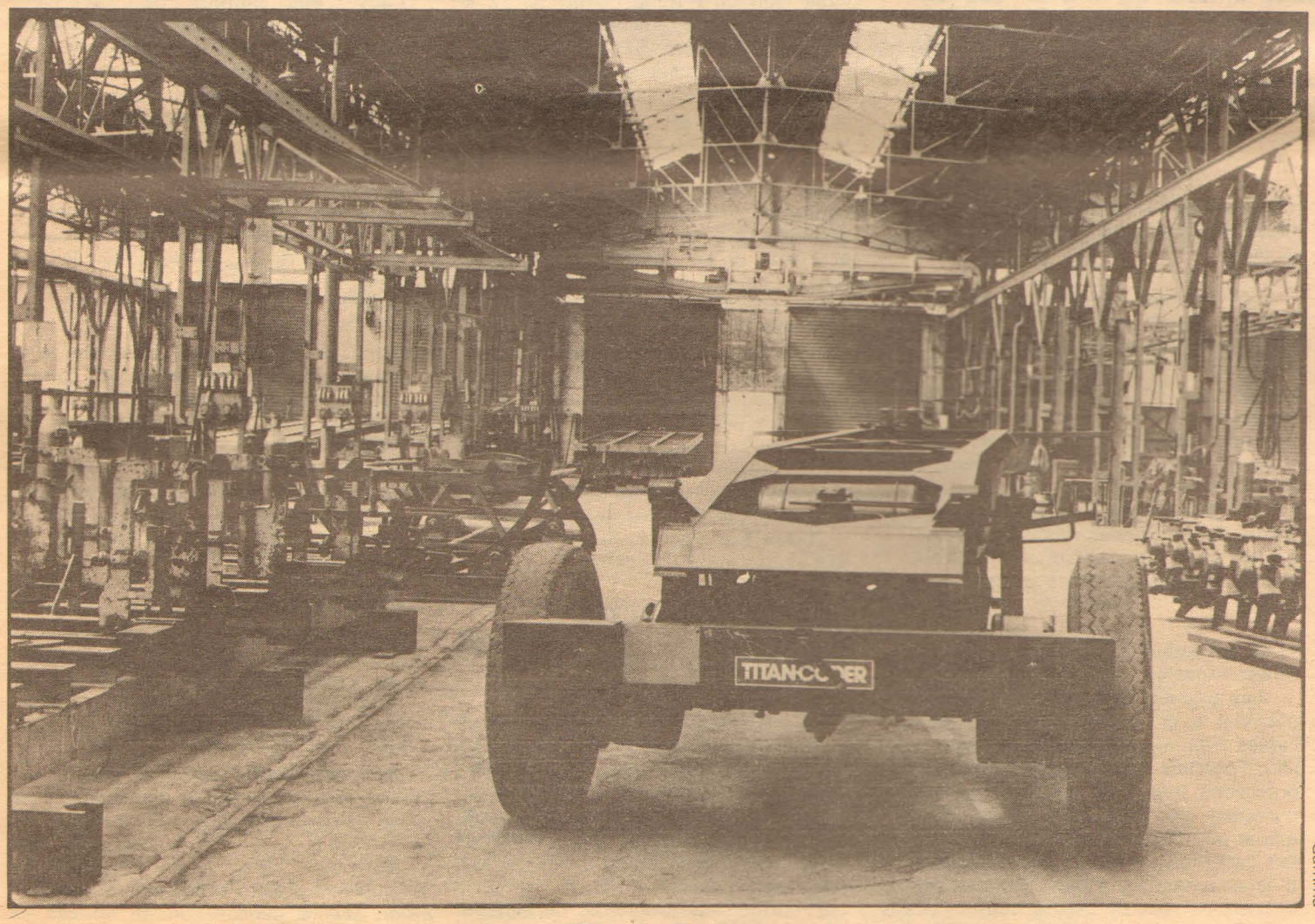
Le 22 février, le PDG annonce la fermeture d'Annonay. Du 13 au 17 mars, les usines sont occupées. Le 7 mai, Sidem démissionne et... disparaît de la circulation ! La mise en règlement judiciaire est effectuée le 8 juillet avec la désignation d'un syndic. Le 11 juillet, les décisions suivantes sont prises :

— fermeture d'Annonay

— au Puy : 35 mises en pré-retraite et dix cadres licenciés

— A Bort : 11 mises en pré-retraite et un cadre licencié.

En guise de riposte, les tanneurs d'Annonay occupent l'usine. L'occupation se poursuit depuis, nuit et jour, par roulement. La solidarité s'organise activement : manifestations massives à Annonay, opérations ville morte. Les tanneurs vont chercher à populariser leur lutte au maximum : tracts, filtrages des routes, présence au Larzac, etc. C'est que toute la ville d'Annonay est concernée par la disparition des tanneries. Le reclassement est quasiment



Gamma

Titan-Coder

NON A LA FERMETURE

Alors que la situation de l'emploi ne cesse de se détériorer dans la région Provence-Côte d'Azur, avec, principalement les licenciements de la région de Fos-sur-Mer, une nouvelle entreprise, Titan-Coder, menace de fermer ses portes à la rentrée de septembre, jetant sur le pavé 12 00 travailleurs. Ceux-ci ont entrepris une lutte contre ces licenciements qui fait craindre au patronat local une rentrée de septembre particulièrement chaude dans un département où les travailleurs sont sensibilisés aux menaces qui pèsent sur l'emploi.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, on ignore encore quelles seront les décisions que prendra le Tribunal de Commerce de Paris le 29 août, quant au sort des établissements TITAN-CODER, qui comprennent trois usines à Marseille, Maubeuge et Villefranche et regroupe 2 700 travailleurs.

Coder, première entreprise française pour la construction des remorques, citernes et châssis, et fournisseur privilégié de la SNCF en matériel ferroviaire (wagons, etc.) a en effet déposé son bilan à la fin du mois de juillet dernier.

Le 29 août, le Tribunal de Commerce de Paris aura à choisir entre deux solutions : soit prononcer une liquidation des biens de l'entreprise, qui signifierait le licenciement de ses 2700 travailleurs ; soit s'acheminer vers une procédure de règlement judiciaire et nommer un administrateur provisoire en attendant de trouver un patron définitif.

Il semble peu probable que la première solution soit retenue ; l'usine marseillaise en effet, la plus importante du groupe est en même temps l'une des plus grosses entreprises de la région provençale. Sa fermeture accroissant le chômage que connaît cette région n'iraient pas sans susciter d'importantes réactions des travailleurs, et une épreuve de force à la rentrée que la bourgeoisie ne semble pas prête à assumer.

Or, depuis 1970, les travailleurs de Coder n'ont pas manqué d'occasions pour faire preuve de leur « mauvais-esprit » et du peu d'intérêt qu'ils marquent pour ces tentatives de rentabilisation. Ainsi à Marseille, depuis cette date, grèves, manifestations, et séquestrations n'ont cessé de succéder, confirmant au patronat local l'adage suivant lequel « l'usine n'est pas dirigeable ». Qui plus est, l'usine marseillaise étant la principale source d'activité d'un quartier de la ville, St Marcel, on a vu une solidarité active se développe parmi les travailleurs qui l'habitent ainsi que chez les petits commerçants qui, à plusieurs reprises ont marqué leur soutien aux travailleurs de chez Coder en fermant symboliquement leurs magasins.

Enfin, et c'est la dernière en date des manifestations des travailleurs de l'entreprise, ceux-ci, à l'annonce du dépôt de bilan de Titan-Coder, ont arrêté le train Marseille-Draguignan et distribué des tracts aux voyageurs, expliquant leur résolution à lutter jusqu'à ce qu'un emploi leur soit assuré définitivement.

Aujourd'hui, les objectifs que s'étaient fixés les patrons de l'entrprise demeurent inchangés et prévoient même la fermeture pure et simple de l'usine de Maubeuge et la réduction du nombre des travailleurs à Marseille et Villefranche. L'astuce utilisée consiste simplement à retarder l'heure de l'affrontement avec les travailleurs et surtout à ne pas le faire coïncider avec la rentrée de septembre, quand il pourrait jouer un rôle de catalyseur des luttes ouvrières particulièrement dans la région Provence-Côte d'Azur.

D'ores et déjà, les travailleurs de l'entreprise, conscients de la manœuvre, ont exigé que soit garanti dans les meilleurs délais, l'emploi des 2700 employés de Titan-Coder et ont pris rendez-vous le 2 septembre jour de la rentrée, pour tenir une assemblée générale où seront décidés les moyens des luttes à se fixer.

impossible sur place. Beaucoup de tanneurs sont trop âgés et trop spécialisés. D'ailleurs, à Annonay on compte 400 demandeurs d'emplois (sur 24 000 habitants) et on n'embauche plus dans la région.

Dans l'immédiat, l'usine du Puy paraît moins touchée. Mais il est certain que les mises en préretraitre, qui ne sont que des licenciements déguisés, constituent une première vague. Là également, la vie de la région est étroitement dépendante de l'activité des Tanneries. Des Comités de soutien ont été mis en place au Puy. Malgré la période difficile dûe à la démobilisation de l'été, ils se sont montrés particulièrement actifs : affichages massifs, collectes, pétitions, etc...

PORTES OUVERTES

Le dimanche 25 août, les tanneurs d'Annonay ont organisé une journée portes ouvertes. Des milliers de personnes ont pu ainsi visiter l'usine et s'entretenir avec les tanneurs. Comme on le voit, Lip a laissé des traces profondes dans la mémoire de la classe ouvrière.

Une nouvelle réunion du comité d'entreprise a lieu le 27 août au Puy. En attendant les Tanneries sont toujours condamnées.

DES MOTS D'ORDRE AMBIGUS

Les militants révolutionnaires se doivent d'être à la pointe du combat pour le soutien aux Tanneurs. Mais il faut aller plus loin. Les Tanneurs ne se mobiliseront que si leurs organisations leur offrent des perpectives claires et des objectifs qui correspondent à leurs intérêts. A ce sujet on peut s'interroger sur certaines idées développées par les dirigeants de la C.G.T. : lors de leur conférence de presse donnée le 6 août, ils expliquèrent en effet que la gestion pouvait être **« bénéficiaire »**« QUE l'activité de l'usine permettrait de maintenir l'emploi **« de la plus grande partie du personnel »**, et qu'elle pourrait avoir **« une incidence positive sur la balance du commerce extérieur »**.

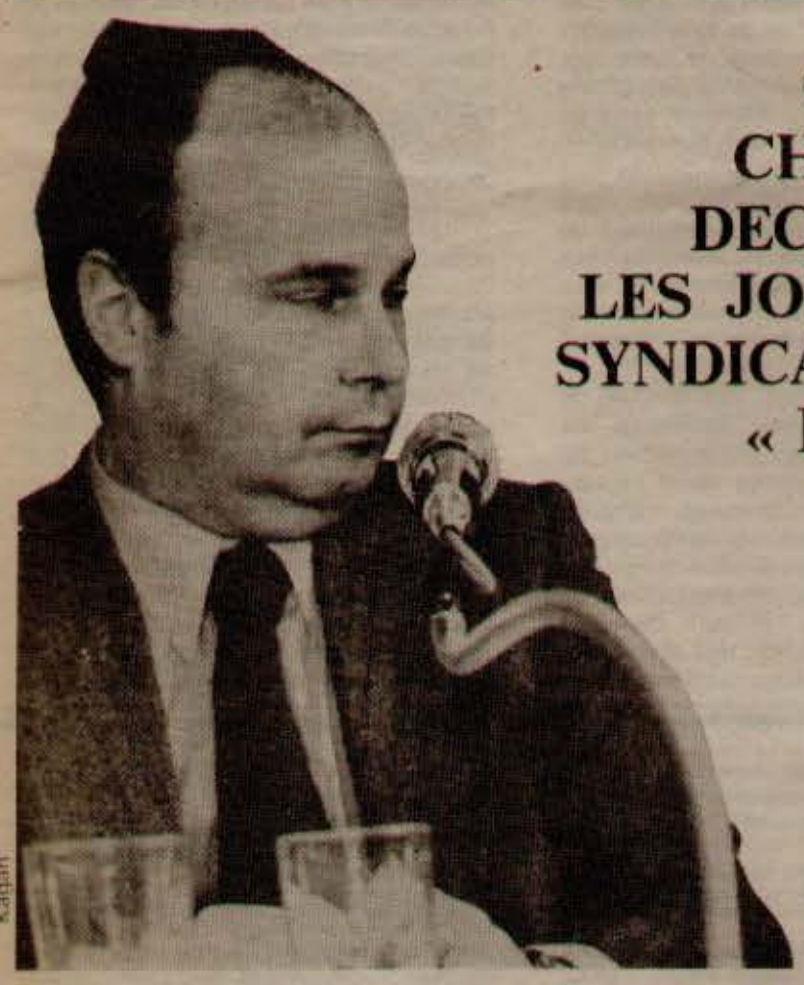
Se situer sur ce terrain, c'est-à-dire accepter la logique du systéme actuel, et s'efforcer dans ce cadre d'argumenter sur l'intérêt à maintenir l'usine en marche, c'est déjà accepter le principe des licenciements.

Les révolutionnairesdoivent tenir un autre langage aux travailleurs. Nous refusons de rentrer dans la logique capitaliste gestionnaire. Ce qui nous interesse c'est le maintien de notre emploi. Si un patron veut racheter les Tanneries sans démantèlement et sans licenciements, tant mieux. Sinon que le gouvernement nationalise les Tanneries. L'Etat a bien nationalisé les entreprises en faillite lorsque cela faisait l'affaire des patrons (mines) ou lorsque cela permettait d'accorder des tarifs préférentiels aux trusts (S.N.C.F., E.D.F.). Et bien, qu'il nationalise maintenant les T.F.R. dans l'intérêt des travailleurs, qu'il exproprie S.I.D.E.M. sans indemnité, ni rachat. Tel est le seul langage compréhensible par les travailleurs qui permet d'offrir un objectif clair à leur combat.

TANNERIES : NON AUX LICENCIEMENTS

NON AU DEMANTELEMENT.

NATIONALISATION SOUS LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS.



Kagan

QUAND CHINAUD DECOUVRE LES JOIES DU SYNDICALISME « LIBRE »

Ce n'est pas un quelconque plumitif d'extrême-droite, c'est Roger Chinaud soi-même, secrétaire général des indépendants qui s'est rendu coupable d'une série de « petites phrases » sur le syndicalisme. Elles contribuent utilement à soulever le masque « libéral » du régime.

On parlait de « réforme de l'entreprise », on parlait même de faire élire les patrons. Pour un peu, les usines auraient été repeintes et garnies de guirlandes libérales.

Mais Chinaud vient d'annoncer la couleur. Vitupérant contre les **« grandes centrales (qui) sont en situation de monopole et sont trop souvent devenues des courroies parallèles à l'action politique »**, il ajouta : **« Il existe au niveau des entreprises de nombreux syndicats vraiment indépendants. Ils doivent être libres et avoir la possibilité de se retrouver »**.

Au moins c'est clair. Il s'agit d'un appel du pied direct à la représentativité de la CFT, ce pseudo-syndicat qui compte dans ses rangs un des plus forts pourcentages de nervis fascistes à la solde du patronat.

S'il passe des paroles aux actes il commettra sans doute la plus énorme faute politique du régime depuis son avénement. Il réussira en effet à souder contre lui non seulement CGT et CFDT mais aussi F.O., car chez les réformistes, l'anti-fascisme se double de la défense d'avantages matériels tout à fait palpables liés à la reconnaissance de leur représentativité.

Et il y a peu de chances que la classe ouvrière laisse passer sans broncher une telle décision qui donnerait pignon sur rue à toute la faune des barbouzes patronaux.

Il est probable qu'il reculera devant une épreuve de force avec le mouvement ouvrier sur un pareil terrain. La poursuite d'une politique de fait accompli déjà engagée sur le plan régional sera sans doute pour lui plus efficace.

Quoi qu'il en soit, il faut voir là une nouvelle preuve des liens déjà dénoncés pendant la période électorale entre les giscardiens et l'extrême-droite et se tenir prêt à engager une solide bataille si le gouvernement mettait en pratique les déclarations de Chinaud. On attendrait d'ailleurs avec intérêt les positions de **Lutte Ouvrière** en pareil cas. Vu les déclarations antérieures, elle devrait hésiter entre la neutralité et le soutien critique à la suppression d'un monopole syndical **« destiné à empêcher une représentation autonome des travailleurs »**...

AUX PREMIERES LOGES

« Minute » qui titre sur la « ruée des immigrès » ; un algérien agressé le 12 juillet par des CRS à Limoges ; deux jours plus tard un nord-africain agressé à Paris à la sortie d'un bal ; une semaine après, à Toulon, une véritable expédition punitive de militaires contre deux nord-africains d'un foyer Sonacotra... Cette vague raciste de l'été n'est pas fortuite. Avec le développement du chômage, la bourgeoisie va vouloir faire jouer aux immigrés les rôles déjà bien rodés de boucs émissaires de la crise, de premières victimes du chômage et de soupape de sûreté du système.

La crise qui touche deux secteurs clés de l'industrie va frapper de plein fouet la main-d'œuvre immigrée :

— **le bâtiment** connait de grosses difficultés dans toute une série de pays capitalistes. En Allemagne au premier trimestre 74 plus de 300 entreprises ont fait faillite. En France une masse de petites boites du bâtiment étranglées par le crédit déposent leur bilan. Le nombre de logements bénéficiant d'une aide de l'Etat est réduite de 20.000. Les conséquences sur l'emploi sont évidentes pour les travailleurs immigrés dont 33 % travaillent dans le bâtiment et les travaux publics.

— **l'automobile** est elle aussi touchée : compressions de personnel et réductions d'horaires vont se multiplier non seulement dans les usines d'automobiles mais aussi dans toutes les industries annexes qui en dépendent. Là encore les immigrés seront aux premières loges.

LA SOUPAPE

Mais le gouvernement ne se borne pas à faire des immigrés des chômeurs privilégiés. Il veut utiliser l'immigration comme un régulateur sur le marché de l'emploi. De ce point de vue la décision de suspendre l'immigration prise le 3 juillet est une mesure conjoncturelle préventive. En interdisant l'entrée des travailleurs étrangers et même des familles de travailleurs étrangers déjà en France, le gouvernement ne fait qu'appliquer un conseil donné par l'OCDE : **« Les pays d'émigration ne seraient pas seulement un réservoir de main-d'œuvre ; ils joueront éventuellement un rôle d'abri et de décompression, conservant la force de travail en congé (sic) pendant la période économique défavorable »**.

Cette mesure s'est traduite par la non rentrée en France de 20.000 travailleurs étrangers. Elle a de fortes chances d'être reconduite après octobre. Et parallèlement des procédures d'expulsion rapides sont mises en place ; il semble par exemple qu'en Seine-Saint-Denis une tentative ait été faite pour relier plus directement l'Agence pour l'emploi et la Préfecture, afin d'accélérer l'expulsion des chômeurs immigrés.

En même temps que ce contrôle répressif inauguré par la circulaire Fontanet-Marcellin se renforce, tout le vernis social de la période électorale s'écaille à vive allure. Alors que plus d'un million d'immigrès vivent dans des taudis et des bidonvilles, Postel-Vinay, celui qu'on appelait déjà le « Ministre des immigrés » n'avait prévu de crédit que pour 11.000 logements et 15.000 lits dans des foyers de célibataires.

C'était encore trop pour le gouvernement qui en refusa la moitié, le contraignant ainsi à démissionner.

LEUR RIPOSTE ET LA NOTRE

Cette mesure avait valeur de test pour le mouvement ouvrier. Le gouvernement peut déjà être édifié. Le PCF et la CGT poursuivant leur ligne chauvine de défense prioritaire de l'industrie et de la main-d'œuvre « nationales » ont répondu par la bouche de Georges Séguy : **« Nous ne sommes pas favorables à une augmentation du nombre des travailleurs étrangers en France quand la situation de l'emploi est difficile »**.

Avec une semblable position — si l'arrêt de l'immigration est levée en octobre — on devrait voir les directions syndicales faire campagne pour son maintien ! Cette logique poussée jusqu'au bout à Peugeot-Montbéliard prend la valeur d'un véritable symbole : quand des travailleurs immigrés ont été renvoyés dans leur pays, les organisations syndicales ont réagi... en organisant une collecte pour leur payer des valises !...

La logique de militants internationalistes doit être tout autre. Il faut refuser de prendre comme point de départ les lois de « notre capitalisme national ». A l'arrêt de l'immigration nous opposons le partage de tout le travail existant entre les mains de tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés. **S'il y a des risques de chômage, ce n'est pas l'arrêt de l'immigration que nous revendiquerons, mais la réduction massive du temps de travail : la semaine de 35 h.**

- **NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION « LIBRE JEU DES COURANTS MIGRATOIRES**
- **A BAS LES CONTRATS DE TRAVAIL A DUREE LIMITEE MOYEN DE CHANTAGE ET DE DIVISION**
- **SUPPRESSION DE TOUTE DISCRIMINATION A L'EMBAUCHE**
- **GARANTIE DE L'EMPLOI POUR TOUS AU NIVEAU DE QUALIFICATION ATTEINT DANS LA PRATIQUE**

NI TRÊVE NI VACANCES...

Ni trêve, ni vacances dans les casernes. Le gouvernement Giscard qui attendait patiemment les signataires de l'appel des 100 au tournant du 15 août, le bâton à la main, l'a appris à ses dépens : le mouvement n'a pas fondu sous la canicule. Au contraire, pendant le mois d'Août, le nombre de signataires a plus que doublé. A ce rythme, les « 100 » seront 10 000 à Noël !

Il faut dire les choses nettement : **au fil des semaines, l'appel des cent a pris une signification nouvelle.** Défi courageux lancé par une poignée de soldats pendant la campagne électorale à la hiérarchie militaire, il est devenu le pôle de référence de milliers et de milliers de soldats combatifs. Il a créé dans les casernes un état de « fait accompli » qui n'est pas prêt d'être remis en question, il a enfoncé un coin dans l'ordre militaire, qui n'est pas prêt d'être arraché : pour la première fois, des milliers de soldats ont pu, à visage découvert, contester les vertus cardinales de l'ordre militaire sans qu'une répression féroce et dissuasive s'abatte sur eux. Ce terrain **d'une contestation semi-légale** de l'institution militaire **à l'intérieur même** des casernes a été conquis de haute lutte par les appelés. Ni plus ni moins imbécile et rétrograde qu'auparavant l'autorité militaire a dû plier le genou. Mais rien n'est encore acquis, aucun droit réel et surtout pas celui d'exprimer son point de vue sur l'armée en tant que soldat. Il faut donc aller de l'avant jusqu'à obtenir pour le contingent non seulement le « droit » de ruer dans les brancards, mais aussi et surtout celui de penser et d'agir comme partie intégrante du corps social.

LA PANOPLIE DE L'INTELLIGENCE MILITAIRE

Si la hiérarchie militaire et les hommes du pouvoir ne sont pas parvenus à briser le mouvement, ce n'est pas faute d'avoir essayé. Répression, intimidation, chantage et ruses de guerre, toute la panoplie de l'intelligence militaire s'est ainsi trouvée étalée aux 4 coins des casernes de France et de RFA, en vain. Hormis quelques rétractations respirant la trouille, la Sécurité militaire n'a rien obtenu. Frappant en aveugle dans le tas, s'efforçant de diviser le mouvement (« Les gars, vous vous êtes faits manipuler par **Rouge** »), de faire des exemples sur les « meneurs », les flics militaires n'ont réussi qu'à donner une vive impulsion au mouvement de solidarité civil. Qu'on se souvienne du cas de Pierre Rotman, libéré au grand dam de la SM à l'amorce d'une puissante campagne dans la région montpelliérine, et ceci dans les premiers jours d'août ! Non, décidément, les flics militaires ont eu beau inventer n'importe quoi (**« Tu as signé, donc tu es trotskyste »**)« **« Chaque jour tu auras un gars de la bande à Krivine à ta porte** », ou encore, à un signataire du PCF : « **Tu comprends, Krivine, il s'est attaqué à l'Education Nationale, il a à peu près réussi à y foutre le bordel, maintenant il s'attaque à l'armée. Après ça il n'aura plus aucun obstacle sur son chemin parce que tu sais, leur révolution, c'est pas comme vous qu'ils veulent la faire, c'est avec des fusils** ! »), ils ont eu beau distribuer des arrêts de rigueur et du « rab » à tort et à travers (à Achern, RFA, 50 jours d'arrêt de rigueur à un bidasse que la SM dit militant du PCF, **non signataire de l'appel** mais qui a écrit au colonel pour dénoncer l'amalgame pratiqué entre l'appel des cent et de prétendus sabotages), rien n'y fait : loin d'être stoppé, le mouvement fait montre d'une redoutable vitalité.

LE RAPIEÇAGE

Bien sûr, rien n'est acquis. Giscard n'a pas dit son dernier mot et l'on aurait tort de partir du principe qu'il a tellement de chats à fouetter qu'il s'est résigné à la contestation permanente dans les casernes. Non. Le pouvoir a été pris de court par le développement du mouvement dans le contingent, ses parades immédiates ont échoué, il lui faut maintenant s'attacher à trouver des remèdes plus radicaux. Giscard a au moins compris une chose, c'est que l'institution militaire se trouve dans un tel état de crise et de délabrement qu'on ne peut laisser les choses en l'état, sans courir à la catastrophe. Mais la voie de la rénovation est bien étroite. Certains, comme Sanguinetti, ont leur solution toute prête face au développement de l'indocilité du contingent : l'armée de métier et un faux service militaire de 6 mois, consacré à faire traverser les vieilles dames dans les clous. Trop cher, répond Soufflet, et contestable pour des raisons « d'efficacité » c'est-à dire à cause du rôle d'embrigadement que l'armée joue et doit continuer à jouer. De son point de vue, il n'a pas entièrement tort, Soufflet : la bourgeoisie française n'est pas encore prête à payer le prix d'une armée de métier ni à lâcher dans la nature une jeunesse déjà agitée, sans la faire passer entre les mains de ce grand laminoir d'esprit qu'est l'armée.

Autre impasse pour Giscard : comment lâcher du lest sans encourager la combativité du contingent ? C'est la quadrature du cercle. Bien sûr, l'armée française, le régime militaire, le statut et les conditions d'existence du contingent sont tellement archaïques qu'il est en principe possible d'avancer des réformes (sans aller, et de loin, jusqu'au « libéralisme » hollandais) ne menaçant aucunement les fondements de l'armée du capital. Mais le contingent est à ce point « explosif » que toute libéralisation de son statut apparaîtrait comme une concession à sa combativité un acquis de ses luttes . Imagine-t-on par exemple à quelles « extrémités » intolérables pour l'encadrement conduirait aujourd'hui la reconnaissance du simple droit de réunion dans les casernes ?

On peut donc gager que Giscard ne s'engagera pas trop. Beaucoup de démagogie, quelques réformettes ou concessions sans portée réelle et surtout, sous couvert d'enrichissement de la formation militaire, un renforcement de l'embrigadement : généralisation des stages commandos, intensification de l'entraînement, etc... Et puis, bien entendu, une amélioration des dispositifs répressifs, le perfectionnement de la SM comme police politique de l'armée ; ceci afin d'éviter de tomber des nues à nouveau comme au moment de la publication de l'appel des 100.

A coup sûr, dans tout cela, rien qui soit en mesure de modifier beaucoup les conditions de la radicalisation des appelés.

DES LUTTES DE MASSE

L'appel des 100 a labouré le terrain pour le développement de **luttes de masses** dans les casernes. De nombreux indices montrent que la fin de l'année 74 et 75 seront placées sous le signe de telles luttes où l'on verra le contingent, au coude à coude avec la classe ouvrière, **passer à l'offensive**, non plus simplement pour obtenir le droit de parler **mais pour arracher des modifications profondes de son statut et du régime militaire.** La multiplication des signatures de l'appel, le développement incessant des **comités larges** de soldats combatifs montrent que, plus que jamais, **la capacité d'initiative autonome** du contingent se renforce. A travers l'appel des 100, **les soldats ont le sentiment d'avoir conquis le droit de se battre.** Ils savent que dans la phase qui s'ouvre, **ils peuvent gagner, contraindre le pouvoir** à des concessions significatives, accentuer le déséquilibre de l'institution militaire. Les « penseurs » militaires à tête d'oiseau style de Boissieu, de Lassus St Geniès crient au meurtre dès qu'ils parcourent l'appel des 100 : on veut assassiner l'armée française. Les soldats et ceux qui les soutiennent auront beau jeu de leur rétorquer que revendiquer des droits élémentaires d'information, d'expression, de riposte à l'arbitraire qui existent pratiquemment dans toutes les armées « démocratiques » d'Europe est la chose la plus naturelle du monde. Et puisque Giscard nous a dit que nous entrions dans une « ère nouvelle », qu'on en finisse avec l'armée de la IIIème République et que le contingent obtienne ses droits !

SUR SES PIEDS

Un nouveau front de lutte s'est ouvert dans les casernes. Du coup, l'anti-militarisme s'en trouve replacé sur ses pieds. **A l'évidence, le centre de gravité de la lutte antimilitariste se trouve dans les casernes.** Avec la publication de l'appel des 100, le mouvement ouvrier s'est trouvé sollicité, et il a dû répondre. Avec plus ou moins de mordant et de conviction, les organisations syndicales et les partis du programme commun ont pris la défense des soldats combatifs. Désormais, il n'est plus possible de se dédire, il faut aller de l'avant : non seulement défendre les soldats réprimés, mais lutter au coude à coude avec eux pour la

500 SIGNATURES

Les sections CGT-CFDT-SGEN et FO DE l'administration Centrale du Ministère de l'Education, déclarent soutenir les revendications des signataires de « l'Appel des 100 » signé maintenant par plus dee mille soldats pour un statut démocratique du soldat.

Elles s'étonnent que les droits élémentaires d'information et d'expression soient refusés à des jeunes auxquels le droit de vote vient d'être accordé.

Elles s'élèvent avec vigueur contre toutes les sanctions qui ont frappé et risquent encore de frapper les signataires alors que des officiers supérieurs se sont engagés ouvertement lors de la dernière campagne électorale.

Elles s'engagent à développer la solidarité des trvailleurs du Ministère de l'Education avec la lutte des appelés du contingent.

Paris, le 22 juillet 1974

56 APPELES NOUVEAUX SIGNATAIRES DE L'APPEL DES CENT AU CAMP DU VALDAHON.

56 appelés du 30° régiment de dragons, stationnés au Valdahon, ont signé l'appel des cent pour un statut démocratique à l'intérieur des casernes.

Il est à noter l'importance que représente ces signatures vu le climat régnant dans les casernes, face aux risques de sanctions encourus (arrêts de rigueur, mise au secret, prolongation du service hors de la durée légale, mutation...). D'autant que le régiment j connu un des cas de répression : le caporal Jean GALLOIS, muté du 54° RTC de Verdun au 30° Régiment Dragon de Valdahon pour avoir signé cet appel.

Si certains des signataires désapprouvent quelques pints de l'« appel » comme la revendication du SMIC pour les appelés, jugée excessive en raison du caractère désintéressé que devrait posséder le service national, ou en raison des frais de logement, habillement etc. supportés par l'armée, ils ont néanmoins approuvé l'esprit général de l'« appel ».

Les appelés dont les noms suivent ont ratifié « l'appel des cent » :

2° Cls ALMODOVAR Guy, ARTHUPEL Bernard, AZAM Jean-Paul ; 1° Cl BAZOGE Gérard ; 2° Cl. BLANCHET Jacques, BOUANA Patrick, BRISSET Alain ; 1° Cl CADEDDU Georges ; 2° Cls CAUT Jean-Pierre, CENACLE Guy ; Bg CHARLES Christian ; 2° Cls CHARRE Xavier, CHEVALIER Pierre, CLAIROT Patrick ; Bg COUDOUGNAN René ; 2° Cl DESANGLES Gilles, DIAT Michel ; Bg DUPLESSIS Thierry ; 1° Cl. ETIENNE Alain ; 2° Cls FABRE Christian, GARCIA Gilles, GOUMY Michel, GHERSY Joël, GRAVIER Claude, GRIFFOND Max ; 1° Cls GROBAS Bernard, JULLIAN Lionel ; Bg-chef LIEGEON Denis ; 2° Cls MARCANTE René, MARCHANDOT Alain, MARGIOU Jean-Claude, MARTIN Michel, OGEARD Serge, PAGNOTTA Jacky ; Bg PAYS Gérard ; 1° Cl PERRIN Christian ; 2° Cls PERRONE Lucien, PETIT Christian, POURCENOT François, QUILLON Daniel, RAINIS Michel, RAMOLI Eric, ROBELIN Daniel, RODET Michel, SANCHEZ Charles, SAUTET Claude, SCAGLIONE Lucien, SIMEON Roland, SKWERES Alain, SALY Jean-Luc, THEODORI Pierre, TOULERON Yves, THIBAULT Jacky, Bg PIANIGIANI Michel, PARODI Jean-Marc.

5° Régiment d'INFANTERIE
Camp de Frileuse
Beynes (78 650)
FRILEUSE, les 25, 26, 27, 29, 30, 31 juillet 74

Les appelés soussignés, affectés au 5° Régiment d'Infanterie, ayant pris connaissance de l'appel des Cent :

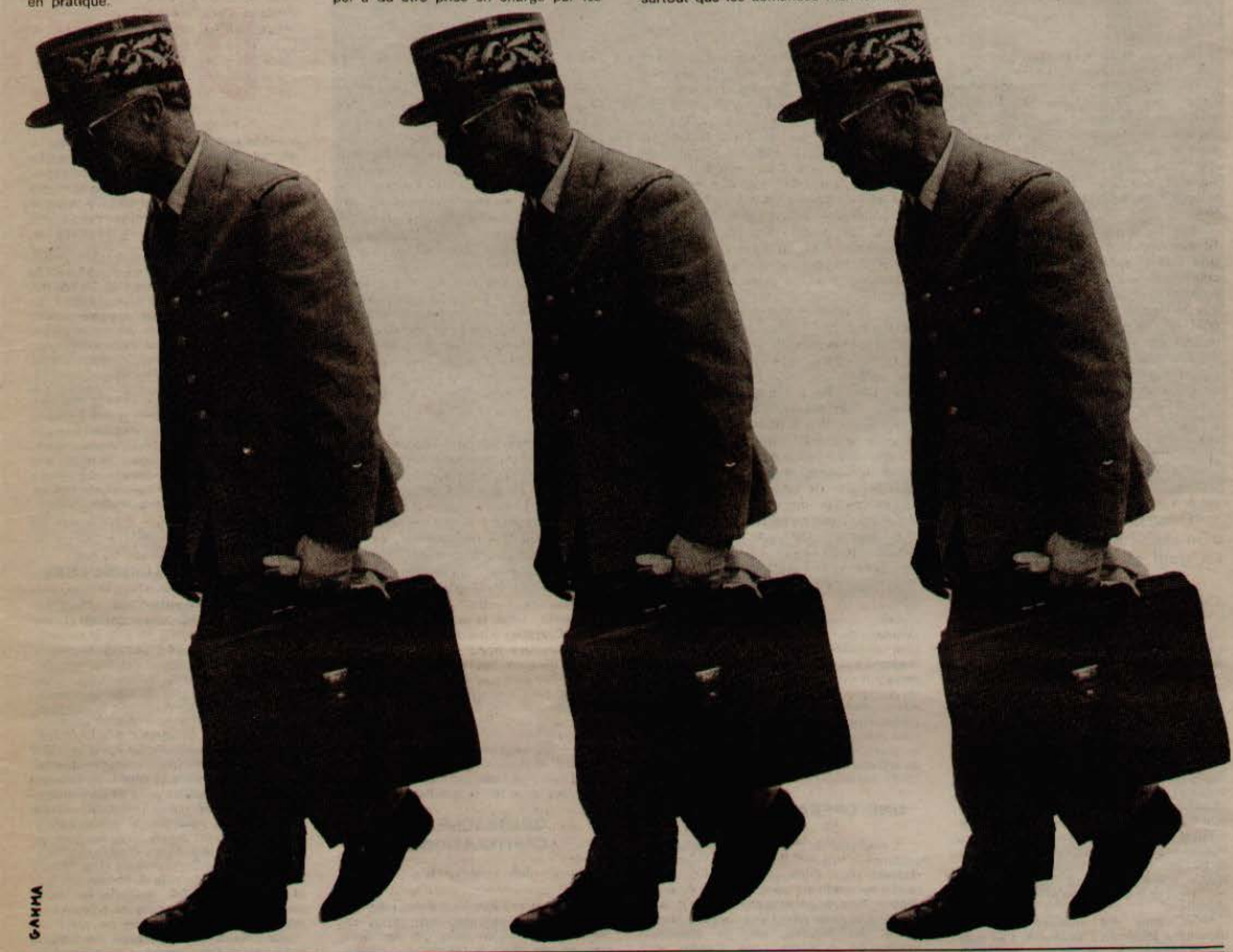
— approuvent « l'esprit » des revendications formulées dans cet appel.
— insistent sur l'importance de la liberté d'expression d'information, qui représente pour eux le meilleur des brassages sociaux et la reconnaissance de leurs droits élémentaires de citoyens.
— demandent une augmentation de la solde, la gratuité des transports, la création d'allocations pour les femmes d'appelés et leurs enfants ainsi que pour les économiquement faibles.
— insistent sur l'importance du libre choix de la date d'incorporation.
— approuvent sans réserve la disparition des camps d'internement militaires.
— demandent la levée de toutes punitions prises à l'encontre de leurs camarades signataires.
— constatent que ledit appel est le seul moyen qui leur soit offert pour attirer l'attention du nouveau ministre des armées et du Haut-commandement militaire.
— constatent que ledit appel n'est en rien contraire à l'obligation avec honneur et fidélité.

victoire de leurs revendications ; ne plus laisser partir au service militaire un seul militant ouvrier sans l'armer de la volonté de défendre ses droits et de la conviction que, « sous les drapeaux » il poursuit le même combat que dans l'entreprise ; encourager l'initiative du contingent, la soutenir de l'extérieur par tous les moyens **en en respectant l'autonomie**. Les soldats n'ont besoin d'aucune bureaucratie tutellaire pour décider de leurs initiatives et les mettre en pratique.

Les organisations antimilitaristes comme le CDA ont, elles, un rôle déterminant à jouer dans ce contexte. Elles sont un relai indispensable entre les luttes des appelés et l'extérieur, faisant connaitre ces luttes, dénonçant la répression, s'adressant aux organisations ouvrières pour qu'elles prennent en charge la solidarité antimilitariste. C'est ainsi que, dans de nombreuses villes, à l'initiative du CDA, la solidarité avec les signataires de l'appel a dû être prise en charge par les organisations du mouvement ouvrier et certains courants révolutionnaires. Il faut aller de l'avant. Les soldats montrent la voie. Car comme l'écrivait l'un des récents signataires :

« Je pense que tous les soldats doivent être solidaires de ceux qui ont eu le courage de signer les premiers, surtout que les demandes mentionnées dans le communiqué sont vraiment élémentaires, en particulier la gratuité des transports, le rapprochement, la liberté de se réunir, de presse, etc...

Je sais que même si ces demandes ont un écho favorable dans l'opinion française, elles auront peu de chance d'aboutir à un résultat. Malgré tout, elles sont nécessaires, car elles marqueront une nouvelle étape dans la lutte contre l'armée »



Riches d'évènements venant rendre cet appel encore plus actuel,

— tous les appelés sont dorénavant majeurs, droit de réunion, d'expression et acquis financiers pour les appelés hollandais — nous nous donnons la parole pour exprimer notre conviction que de telles réformes sont possibles et notre plus vif désir d'être enfin pris en considération.

Les appelés du
5° Régiment d'infanterie

les signataires :

Les 2° Classes, 1° Classes, Caporaux, Caporaux-chefs et Sergents :
ABLASOU, ANTONI, AUMONT, AVELINE, AZRA, BABIN, BALLET, BALIAN, BANDIN, BASTIEN, BARRERAS, BARON, BENDIAF, BERTRAND, BERNARD, BLAISE, BOEL, BODARD, BOSC, BOILEAU, BONIFAY, BOUCHER, BOTTI, BOUTIN, BRODDES, DE BRINCAT, BRUNUT, BRETECHER, CANO, CAUDRON, CHAPIET, CHARDRON, CHARNIER, CHATE, CHICAULT, CHOPOT, CHISHOLM, CONAN, CORNEC, COTENTINI, CREBOSC, DANDEC, DEVERNOIS, DECRION, DIRAT, DUBROSCY, DRAKE, DUPUY, ESCALA, ESMAOULT, EVRARD, FLAMENT, FRERET, FOUCHER, FY, FRANCESCHINI, GAILLARDON, GALONI D'ISTRIA, GAUTIER, GATIMEL, GASCON, GIRARD, GRAFFIN, GROUGROU, RECO, HAMADI, HAMON, HALLIER, HERMANDEZ, HERVE, HIRSCH, HOUOT, HURTEL, JACQUIN, JAMOT, JAN, JEAN DE GRUCE, LALOYER, LALLEMENT, LEBAILLY, LEBOSS, LE CORRE, LECOMTE, LEMARI, LEMOU, LEMERCIER, LEFRANÇOIS, LENFANT, LEHIRE, LEHAYRIC, LEQUEMENER, LE POMMELET, LE SOL, LUTZ, MASSARI, MARIE, MARTEL, MERMET, MAITREHEU, MILAN, M'HAMMED, MIGUELEZ, MULOT, MIKOWSKI, NARTINIE, ORY, QUERET, PALONDA, PARMENTIER, PEINEAU, PERRICHON, PETIT, PIERRE, PELE, PHILIBERT, POUDAP, POINT, PIHAN, POLVENT, POVERO, RANOUX, RION, RIZZOTTO, RIHOUEY, ROLLAND, RUIGUIDEL, RUHAULT, ROUSSELLE, SABLIER, SABLE, SAUGER, SAGOT, SARAMITO, SONNETTE, STEPHAN, SPOEFFLER, TAQUI, THOA, TUMEO, AVINSUS, BELAOUNI, BOUCHET, BOTTI, BOSSU, BERARD, BOCAVIER, COINTO, CHAUVICY, CASTA, CHARLES, COUSIN, CAYROCHE, CASTEL, ARGENTI, BRUNETTI, BOUMRAR, DABOU, GONTHIER, GAIOLA, DHAINANI, GOLAN, GIORGIS, GORRE, GUIBE, ECKARDT, GAUFFRE, BRISO-RONTHER, HEBERT, JOUAUX, JANOT, JOUNOT, JAUGEAS, CHAUFOURNIER, HERBELLES, LOUYOT, LAUBLIN, LANDRE, LOISANT, GOUTERH, LUCCHESE, HUTIN, ETIENNE, LECORTS, LEMONNIER, LEVERT, LIGLET, MALHOMME, MERCADIER, MANGEAN, MIMOUNI, DEMARIA, MARTIGNE, MOREAU, LAMBERT, LEPAGE, LASSALLE, PAYET, POULAIN, KLEIN, KEUSCH, REBIERE, RANO, RENAULT, ONILLON, TENZA, ULDRY, TONNZI, VANNEKEN, VINCENT«, VENISSE, VERNOCHET, VERHUEVEN, VINCE, VILLERS, ZALUSKI, ZAOUM, WAMAK.

A ces noms s'ajoutent tous nos camarades du contingent 73/08, libérés ce mois-ci et nos camarades dont les signatures ne nous sont pas encore parvenues et que nous évaluons à 76.

Nous pouvons donc dire que 400 appelés du 5° RI sont directement signataires et que 60 % des appelés de ce régiment sont prêts à donner leur caution à ce mouvement.

REGIMENT D'INFANTERIE DE CHARS DE MARINS — VANNES (R.I. C.M.)

Les neuf soldats suivants : (classe 73/08) **PIEDPLAT Patrick, BRELET Daniel, LEBRETON Claude, JUDAS Francis, Sgt BOSC Claude, JIGOREL Christian, MICLET Gérard, EVENNO Jean-Louis, PICAULT Tanguy,**
sont signataires de « l'Appel des Cent » le 20 juillet 1974

Néanmoins
1) Vu la connaissance tardive de l'appel, due à une dispersion en manœuvres, puis en permission de détente successives,
2) Vu la répression inévitable à l'égard des militants politiques et l'impossibilité à quelques jours de leur libération de les défendre,
3) Vu que l'un des signataires n'est libéré que le 7 août, ce qui rend difficile la publication de cette liste complète avant cette date,

il a été décidé par les camarades de transmettre leurs **signatures à la date de libération du dernier d'entre eux**, cette liste pouvant servir de soutien à l'« Appel des cent ».

Un dixième camarade s'est désisté sur pression de sa famille pour ne pas nuire à la carrière d'un frère gendarme.

Lundi 29 juillet

Les soussignés, déclarent après avoir pris soigneusement connaissance du texte de l'« Appel des cent », approuver son contenu, sans restriction et le signent après leur libération afin d'éviter les représailles de la toute puissante Sécurité militaire.
BLOUME Joseph, LACQUEMENT Francis, MERILLET Dominique, RACINE Jean-François, ROMAN Jacques.

Centre d'Instruction
du Service des Essences
Chalon/Saône. 71100

SUITE PAGE 13

Gamma

DEMO

CHANG
DE D

Donc la démocratie est de retour en Grèce. Un peu à la manière d'un steak haché et reconstitué, la démocratie s'est recomposée. En quoi consiste-t-elle ?

Avant tout dans le retour au pouvoir des politiciens bourgeois d'avant la dictature (d'avant avril 67) rappelés dans leurs fonctions passées par des éléments de la junte militaire dictatoriale elle-même. Un morceau de démocratie offert par la Junte !

Il s'ajoute à cette première mesure la mise à la retraite des officiers supérieurs et des cadres de l'Etat qui ont mené l'entreprise politique de ces sept années, 67-74. Le premier ministre Caramanlis et son ministre des finances John Pesmazoglou ont décidé que Papadopoulos, renversé par ses collègues en novembre dernier alors qu'il se préparait à devenir le Président de la république, ainsi que Régent (son titre avant), l'autre Président de la République (l'actuel Gal Ghizikis), ministres, secrétaires et sous-secrétaires d'Etat ne toucheront pas de pension. Le général Ioannides, chef de la police militaire et organisateur de la répression et des tortures a été limogé, mais dignement.

Puis, dans une interview à l'hebdomadaire américain « Newsweek » en date du 26 août 1974, un ministre actuel du gouvernement qui veut taire son nom répond de la manière suivante à la question : **« Qu'en est-il de la traduction en justice de ceux qui sont responsables de crimes dont la torture ? »** :

« C'est un problème très délicat et nous aurons à le traiter avec prudence. A titre personnel, je voudrais voir les trois hommes principaux qui ont dirigé le coup d'Etat de 1967 trainés en justice, avec ceux qui, liés au régime ont réalisé des fortunes grâce à la corruption. Je suis aussi en faveur de procès pour les figures principales du contre-coup de novembre 73, les tortionnaires connus ainsi que leurs patrons. Mais il faudrait limiter le nombre entre 20 et 40 personnes. Sinon cela pourrait tourner à une chasse aux sorcières nationale et nous diviser à un moment où nous devons être unis ». Clair ?

Sur toutes les pancartes accrochées sur la facade des bâtiments pour en désigner le caractère officiel, des taches de peinture fraîche recouvrent l'emblème de la dictature militaire déchue : un phénix sur une croix blanche sur fond bleu, référence à l'hellénisme. Retard dans l'intendance : les casquettes à bord relevé des flics et des militaires portent toujours cet insigne. Mais il est vrai que l'habit ne fait pas ou plus le moine. Des détails !

La grande mesure démocratique du nouveau pouvoir est la remise en vigueur de la Constitution de 1952 celle de Caramanlis alors premier ministre du roi Constantin. A la question : **« Qu'en est-il de la monarchie ? »**, le même ministre répond à Newsweek : « L'armée est contre, ainsi que la gauche et beaucoup d'autres. Ainsi aucun politicien ne peut vraiment être en sa faveur ».

Telles sont à ce jour les manifestations du retour de la démocratie en grèce. On repeint, comme sur les pancartes mentionnées. Démocratie bourgeoise, non encore parlementaire puisque les élections sont pour plus tard. La légalisation des partis ouvriers dont le parti communiste est comprise de la manière suivante par ce même ministre : « Je pense que c'est probablement inévitable. Dès maintenant nous préférerions avoir le Parti communiste au grand jour plutôt que clandestin et c'est un argument qui semble convaincre les officiers supérieurs ».

UNE OPERATION REUSSIE

L'ensemble de cette opération politique exprime un souci unique de la part du nouveau pouvoir bourgeois, dont se sont rendus naturellement complices les militaires déchus : faire en sorte que la passation des pouvoirs se fasse sans l'irruption directe et active des masses, sans la moindre mobilisation populaire ; que s'opère un glissement politique d'un système de domination vers un autre, chacun restant chez soi, continuant comme avant la routine du quotidien, la démocratie nouvelle étant apportée par la télévision à la maison.

Plusieurs conditions ont permis cette entreprise : la rapidité des évènements de la fin juillet au début d'août ; la « confiscation » immédiate de l'initiative politique par des éléments de la dictature militaire appelant Caramanlis qui s'est empressé d'arriver pour occuper la direction ; l'impréparation de la gauche en général, doublée de la complicité bienveillante des appareils des deux partis communistes (extérieur pro-Moscou et l'intérieur mouture roumano-Togliattiste) pour l'action de Caramanlis lui fournirent une grande marge de manœuvre. Les deux PC bloquèrent comme c'est leur fonction, une mobilisation populaire dans les limites de leur pouvoir ; la faiblesse des groupements révolutionnaires paralysés par la répression depuis l'explosion révolutionnaire de novembre 73 joua en faveur des politiciens bourgeois.

Le retournement de la presse en faveur du nouveau régime, a permis un conditionnement de l'opinion laissée à elle-même sans qu'aucune alternative à Caramanlis ou aucune critique à son égard ne s'exprime de la part du mouvement ouvrier. Seule l'extrême-gauche révolutionnaire, par la voix du seul organe de presse dont elle peut disposer hebdomadairement à partir du 10 août : «Lutte Ouvrière » publié par les militants de la Quatrième Internationale diffusa des appels à la mobilisation et l'auto-organisation des masses, pour la solidarité internationaliste des travailleurs grecs et turcs contre l'hystérie chauvine.

Lors de l'explosion révolutionnaire d'Athènes en novembre 73, les masses étaient seules face à la dictature. Les conditions de l'affrontement direct rendaient nécessaires les formes révolutionnaires de l'organisation de la lutte pour le renversement de la dictature. Il n'y avait que peu ou pas de place pour les opérations des politiciens bourgeois réformistes. La polarisation sociale et politique était totale.

Les PC étaient hors du coup, débordés, désadaptés, les partis bourgeois apeurés avec la dictature comme recours.

La mystification politique réalisée 8 mois plus tard par Caramanlis a réussi grâce aux conditions précitées, enveloppées dans l'appel à l'unité nationale, vieille chanson qui a fonctionné sans réel enthousiasme dans la masse des travailleurs et leurs alliés étudiants ou lycéens, mais qui a été enfoncée, pire : martelée par tous de l'extrême droite aux deux partis communistes.

GROTESQUE ET CAPITULATIONS : LA GAUCHE

Encore et toujours les mêmes refrains : « d'abord la démocratie, reconstruire la démocratie, après on verra. Ne rien faire pour ne pas gêner le processus d'institutionalisation démocratique en cours ». En Argentine, au Portugal, en Grèce, même politique, même gauche !
Un ensemble parfait !

Les deux partis communistes demeurent aussi opposés l'un à l'autre, bien que mettant en avant une ligne politique identique à la ponctuation près. Leur presse est différenciée. Bien que les lois dictatoriales sur la presse soient encore en vigueur, elles sont violées de fait par les PC comme par d'autres. L'action des PC est pour l'obtention de futurs porte-feuilles ministériels. Il sera intéressant de voir le jeu de Caramanlis face aux deux PC soutenant le gouvernement. Qui jouer des deux contre l'autre et comment. A suivre. Les deux PC se sont joints au concert chauvin anti-turc : ne rien faire qui s'oppose !

L'étoile de l'opportunisme est Mikis Theodorakis, le compositeur. Le plus ardent partisan de Caramanlis, donnant à plein dans le chauvinisme pan-hellénique. Il est allé jusqu'à glorifier les forces armées quand les risques d'affrontement avec la Turquie devenaient pressants. Il s'est refusé dans son véritable domaine, la musique, à donner des concerts populaires pour célébrer le départ des militaires. Les murs d'Athènes sont actuellement recouverts d'une grande affice le reproduisant les bras tendus à côté d'un texte court annonçant la publication en Grèce d'une de ses œuvres littéraires jadis interdite et publiée à l'étranger. Une gigantesque opération publicitaire et politique qui produit sa dose de dégoût dans les secteurs combatifs. Un bon nombre de ses partisans l'ont quitté pour fonder la Nouvelle gauche hellénique, sorte de flou politique autour d'un journal, Théodorakis a dénoncé ce groupement, conséquence de son a-criticisme total à l'égard du gouvernement.

Un nouveau regroupement politique échappe aux critiques des PC comme de ce qui se passe autour de Theodorakis. L'élément moteur est Andréas Papandréou qui n'a pas capitulé devant le gouvernement en place. Alors qu'il s'opposait à la politique gouvernementale et de ce fait se situait sur la gauche des deux PC, Andréas Papandréou a commencé à changer sa position dans un sens de soutien critique au gouvernement Caramanlis lorsque a été prise le 13 août la décision de quitter l'OTAN. Papandréou est donc devenu le plus critique à l'égard du gouvernement d'une gauche qui se recompose. Bien qu'il n'ait pas encore formalisé une organisation politique, il doit évoluer entre une base radicalisée et des pressions de la part d'anciens députés, d'avocats, professeurs, médecins qui se sont ralliés à lui. Une certaine analogie avec le PSU des lendemains immédiats de la guerre d'Algérie rend assez bien compte de la nature de ce regroupement. Déjà, d'éminentes personnalités grecques de gauche et en exil préparent leur retour comme conseillers politiques d'Andréas Papandréou dont la stature le porte un jour à devenir ministre.

REPRESSION ET GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

La presse occidentale, dont « le Monde » et la presse grecque n'ont rien dit sur les journées des 16, 17, et 18 août à Athènes. Trois journées durant des manifestations politiques se sont organisées très spontanément sur la place de la Constitution allant jusqu'à regrouper plus de 5000 personnes. Les buts et les thèmes étaient la solidarité avec la grève de la faim des 30 étudiants grecs chypriotes et surtout la protestation contre la semi-mesure prise par le gouvernement de quitter l'OTAN et non de liquider les bases américaines en Grèce. Un moindre noyau de manifestants resta en permanence durant les deux nuits. Le gouvernement Caramanlis fit encercler la place par la police. Il craignait depuis quelques jours un « nouveau Polytechnique », c'est-à-dire l'apparition comme en novembre 73 à l'Ecole Polytechnique, d'un pôle révolutionnaire actif jouant un rôle de regroupement pour développer les luttes politiques, ouvrières et étudiantes contre le nouveau pouvoir.

La décision de Caramanlis de frapper avait pour but de liquider le noyau actif et organisé de ces mobilisations. Les mots d'ordre étaient clairs chez les manifestants : **« Un seul ennemi, le capitalisme ». « Démocratie populaire », « Démocratie des conseils ouvriers et paysans »**, opposés à l'unité nationale prônée par la gauche.

DECLARATION

La crise chronique de la bourgeoisie grecque et son incapacité à répondre aux revendications des couches exploitées du peuple grec ont conduit à l'affrontement sanglant de novembre, comme à la crise chypriote.

Jusque là, la lutte des classes en Grèce a montré nettement l'incapacité d'une force révolutionnaire à jouer le rôle de pôle d'attraction des masses révoltées.

L'expérience des luttes passées nous a démontré encore une fois la nécessité de l'unité des forces révolutionnaires qui pourront ainsi porter un coup décisif au pouvoir capitaliste centralisé.

Sous cette expérience continue et après de longs mois de collaboration théorique et organisationnelle, l'«Union Socialiste Révolutionnaire » et le groupe « Communisme » ont décidé d'unir leurs forces pour une lutte plus efficace.

U.S.R.
5-8-74

RATIE :

EMENT ECOR

Le dimanche 18 août au soir, la police intervint brutalement.

Forte de l'enseignement passé, elle cogna à tort et à travers n'importe qui, passants ou manifestants. Environ 25 personnes furent arrêtées. Les chefs-flics reçurent l'ordre d'en relâcher le maximum sauf les blessés qui devaient être cachés pour être soignés afin de ne pas montrer au grand public leurs blessures qui pourraient salir le visage tout nouveau de la démocratie. Quatre ont été maintenus en état d'arrestation une nuit, puis relâchés, mais deux d'entre eux, un ouvrier charpentier, Miltiadis Karagiannakis, déclare n'avoir été qu'un passant, quant à l'autre c'est un militant marxiste révolutionnaire Yannis Felechis, ouvrier imprimeur, éditeur responsable du journal « Ergatiki Pali » (Lutte Ouvrière). Trois numéros en trois semaines, tirés à 4000 exemplaires ont été imprimés et épuisés. Jusqu'alors et sans doute pour plus longtemps maintenant, ce journal est le seul organe révolutionnaire existant. Il s'arrache.

Yannis Felechis, 31 ans, est l'un des 41 prisonniers du bagne de l'île de Yaros qui ont été libérés à la chute de la dictature. Libéré déjà en septembre 73 après près de 4 années passées dans différentes prisons dont celle de l'île d'Aegine, ila été fait prisonnier après le nouveau coup d'Etat de novembre 73 pour avoir été parmi le comité de l'Ecole Polytechnique, le centre de l'explosion révolutionnaire. Son procès devait avoir lieu le 19 août, mais a été reporté au 29. Cas intéressant pour la « nouvelle démocratie ». Au total Yannis Felechis a passé plus de 4 ans et demi dans les prisons de la dictature militaire.

La presse comme la gauche a refusé de faire écho à ce cas et aucune solidarité ne s'est exprimée hors de la gauche révolutionnaire. Les PC, comme cé qui existe de la Jeunesse communiste ont rejetté toute solidarité. Des messages de solidarité internationale doivent parvenir à l'adresse du journal « Ergatiki Pali », Emm. Mpenaki 28 (1° étage), Athènes, Grèce.

S'il se tient, comme certains en doutent du fait de la situation politique, le procès sera une tribune politique, malgré le silence absolu de la presse qui a refusé de publier les appels à la solidarité. C'est aussi, par son issue ou sa tenue, l'expression concentrée des rapports de forces actuels au sein de cette « démocratie rénovée ».

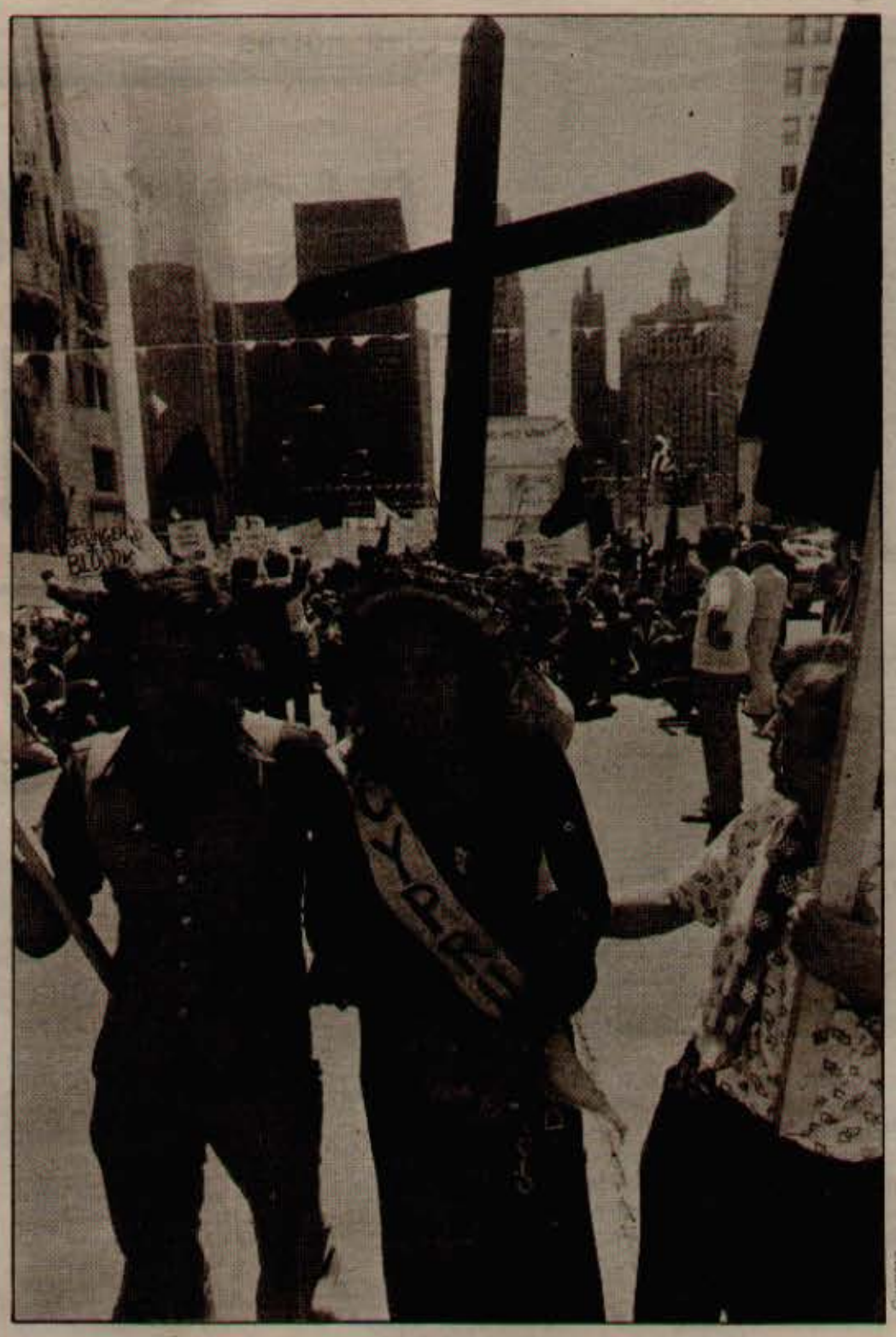
Pour le reste, l'inflation demeure et aucune mesure sociale et économique sérieuse n'a été prise par le gouvernement. Pour l'instant on ne s'occupe que du retour de la démocratie.

Gérard VERGEAT

UN CAMARADE ARRETE !

Le gouvernement Caramanlis a déjà commencé la répression contre les marxistes révolutionnaires. Au cours d'une manifestation anti-OTAN, notre camarade Felekis a été arrêté et va passer en jugement.

SOLIDARITE AVEC LES TROTSKYSTES GRECS



Gamma

LA FAIBLESSE DE L'OTAN

Le retrait de la Grèce de l'Otan ouvre une crise en Méditerranée Orientale qui ne pourra pas être surmontée facilement par l'impérialisme américain.

La tâche première du changement de régime était évidemment le règlement rapide de la crise gréco-turque. La tension entre deux pays de l'OTAN d'une importance stratégique extrême n'avait que trop duré. Mavros est parti à Genève bien décidé à faire toutes les concessions nécessaires pour arriver à un accord, accord vital pour le gouvernement grec qui, à cette date ne détenait encore rien de l'Etat bourgeois, laissé encore au contrôle de la junte.

Seulement, le gouvernement s'est vite heurté à deux facteurs imprévus : la mobilisation populaire et les nouvelles exigences de la bourgeoisie turque. En effet, le jeu était trop beau pour cette dernière : la campagne chypriote lui a permis de faire face à ses difficultés internes et de retrouver une assise populaire considérable. En outre, la paralysie complète de la politique U.S. face au problème, lui permettait une liberté de manœuvres totale.

D'un autre côté, avec le nouveau rapport de forces sur l'île, la position de l'URSS a changé. Ayant antérieurement appuyé la position turque face au danger d'établissement des bases de l'OTAN par le régime de Sampson, l'URSS a vu dans l'impasse dans laquelle se trouvait la bourgeoisie grecque, une possibilité d'attirer la Grèce vers le camp des pays « non-alignés », projet contradictoire avec celui de la bourgeoisie française qui compte intégrer la Grèce dans le bloc européen. En effet, la position de Giscard a été depuis le début un total soutien à la Grèce qui a été jusqu'à la livraison accélérée des commandes militaires antérieures. Le nouveau gouvernement représente la fraction pro-européenne de la bourgeoisie nationale, dont les intérêts sont contradictoires avec ceux de l'impérialisme américain. Caramanlis et Mavros ont toujours préconisé l'entrée de la Grèce dans le Marché Commun et n'ont jamais perdu contact avec la bourgeoisie française. D'où le rôle que cette dernière essaye de jouer par rapport à la crise chypriote, comme l'accélération du processus d'intégration de la Grèce à la Communauté européenne.

L'incapacité de l'OTAN face à la crise a considérablement renforcé la position de cette aile pro-indépendante et européenne de la bourgeoisie nationale. Se sentant beaucoup plus stable, le gouvernement Caramanlis a pu commencer une épuration dans l'armée, écartant l'aile ultra-dure de la junte et rappelant les anciens cadres royalistes. En même temps, poussés par la mobilisation et par la situation crée par la nouvelle avance turque à Chypre, cette même fraction de la bourgeoisie a imposé le retrait de l'alliance militaire de l'OTAN comme moyen de pression sur l'impérialisme américain.

TITO A LA RESCOUSSE

Seulement, pour faire pression, il faut s'appuyer sur quelquechose. L'alliée logique aurait été l'Europe mais cette dernière, à cause des intérêts divergeants pour la région des bourgeoisies française et britannique, comme pour ses propres difficultés vis-à-vis de l'impérialisme américain, a été incapable d'offrir une sérieuse alternative. Quant à l'URSS, c'est trop dangereux pour le régime qui n'a pas eu encore le temps de se stabiliser entièrement. La solution a été trouvée très rapidement. 24 heures après le retrait de la Grèce de l'OTAN, M. Minits, le vice-président yougoslave débarque à Athènes.

Pour Tito, c'est une occasion en or. Premièrement, la crise en Méditerranée orientale se rapproche de plus en plus de ses frontières, chose qui, étant donné l'appui plus qu'hypothétique que l'URSS lui accorderait en cas de conflit, devient de plus en plus un danger réel pour la Yougoslavie. Deuxièmement, attirer la Grèce vers un front diplomatique commun renforcerait considérablement la position yougoslave en un moment où les différentes difficultés intérieures comme extérieures, sont loin d'être résolues.

Il y a que cette perspective n'enchante pas particulièrement l'URSS. Faire éclater l'aile est-méditerrannéenne de l'OTAN en attirant la Grèce vers les pays « neutres » oui, mais front gréco-yougoslave, non. La réponse a été, du côté soviétique aussi, très rapide : la déclaration soviétique du 22 août réclamant la réunion d'un « forum représentatif » pour la solution du problème Chypriote. A cette conférence internationale, prendront part un grand nombre de pays « neutres » et donc, l'initiative est ôtée au gouvernement yougoslave.

Face à cette nouvelle situation, la bourgeoisie turque joue à fond la carte de l'OTAN. Selon le journal de l'AKEL, « Haravghi » qui vient de reparaître à Chypre, une base de 600 km2 serait accordée à l'OTAN dans le secteur turc de l'île. De l'autre côté, les déclarations d'Ecevit comme quoi la Turquie est prête à remplacer la Grèce sur le flanc est de l'OTAN montrent la rupture avec la position antérieure qui consistait en un rapprochement turco-soviétique.

Pour le moment, les USA essayent encore de garder un équilibre précaire en faisant pression avec la Grande-Bretagne pour la reprise des négociations à Genève. Une rupture effective de la Grèce avec l'OTAN aurait, même dans le cas de nouvelles bases en Turquie et à Chypre, des conséquences désastreuses pour l'impérialisme américain.

D'un autre côté, il devient de plus en plus évident que le contrôle de l'armée grecque a complètement échappé aux mains de la junte, liée étroitement à la CIA. Les dernières épurations ont été en profondeur et même le brigadier Ioannidis a été écarté. Le contrôle de la junte sur l'armée était devenu d'autant plus précaire que, avec la mobilisation générale, la plupart des corps spéciaux — corps qui ont fait les coups d'Etat de 67 et 73 — sont passés sous le commandement militaire des forces armées du Nord, aux mains des royalistes.

Ainsi, les moyens de pression des USA sur Athènes deviennent de moins en moins évidents. Le raccrochement de l'impérialisme sur Chypre ne sera que plus ferme.

L'ESPOIR

La situation à Chypre même n'a rien d'encourageant. L'armé turque ultra, solidement implantée, peut, quand elle le veut, contrôler la totalité de l'île. 200 000 sur les 400 000 de l'île vivent réfugiés au sud du pays. Quant au reste de l'île, il a été entièrement ravagé par les combats.

Le gouvernement Clérides a été mis en place au dernier moment, comme formule conciliatrice entre les putschistes d'Athènes et le régime libéral de Makarios. Mais la tentative de créer une troisième voie ayant échoué, le gouvernement chypriote ne peut plus avoir aucune réalité. Il n'est plus appuyé en tant que tel, comme il l'était au départ — bien que pour des raisons différentes — par la Grande-Bretagne et par l'URSS.

Face à cette situation, la révolte s'organise. Bien avant le coup d'Etat du 15 juillet, l'EDEK (PS Chypriote), dirigé par Lyssaridis, avait mis en place des groupes d'auto-défense armés. Ce furent les seuls groupes — à part la partie de l'appareil d'Etat encore fidèle à Makarios — qui ont opposé une résistance sérieuse à la Garde Nationale et aux fascistes de l'EOKA B.

L'AKEL lui-même n'a jamais préparé quoi que ce soit pour faire face au coup d'Etat. D'ailleurs, il continue la même politique d'alliance totale avec les partis bourgeois. Seulement, après le 15 juillet, une partie de ses militants a rejoint les groupes de Lyssaridis dans le maquis chypriote. Jusqu'à quel point ces groupes peuvent-ils constituer une force sérieuse ? Le peuple chypriote a de solides traditions de guérilla depuis la lutte contre l'occupation anglaise. Il ne faut pas non plus perdre de vue les traditions politiques de l'île. Le score de l'AKEL aux élections est de 36 %, ce qui représente 40 % des voix réelles (l'AKEL ne se présentait pas dans toutes les circonscriptions pour ne pas enlever trop de sièges et éveiller l'hostilité d'Athènes). L'EDEK, plus faible, est beaucoup plus combatif et possède une aile gauche avec des positions extrêmement correctes.

Que les impérialistes de l'OTAN ne se fassent pas trop d'illusions : ils auront à compter avec la combativité du peuple chypriote !

N. EFTY
26-8-74

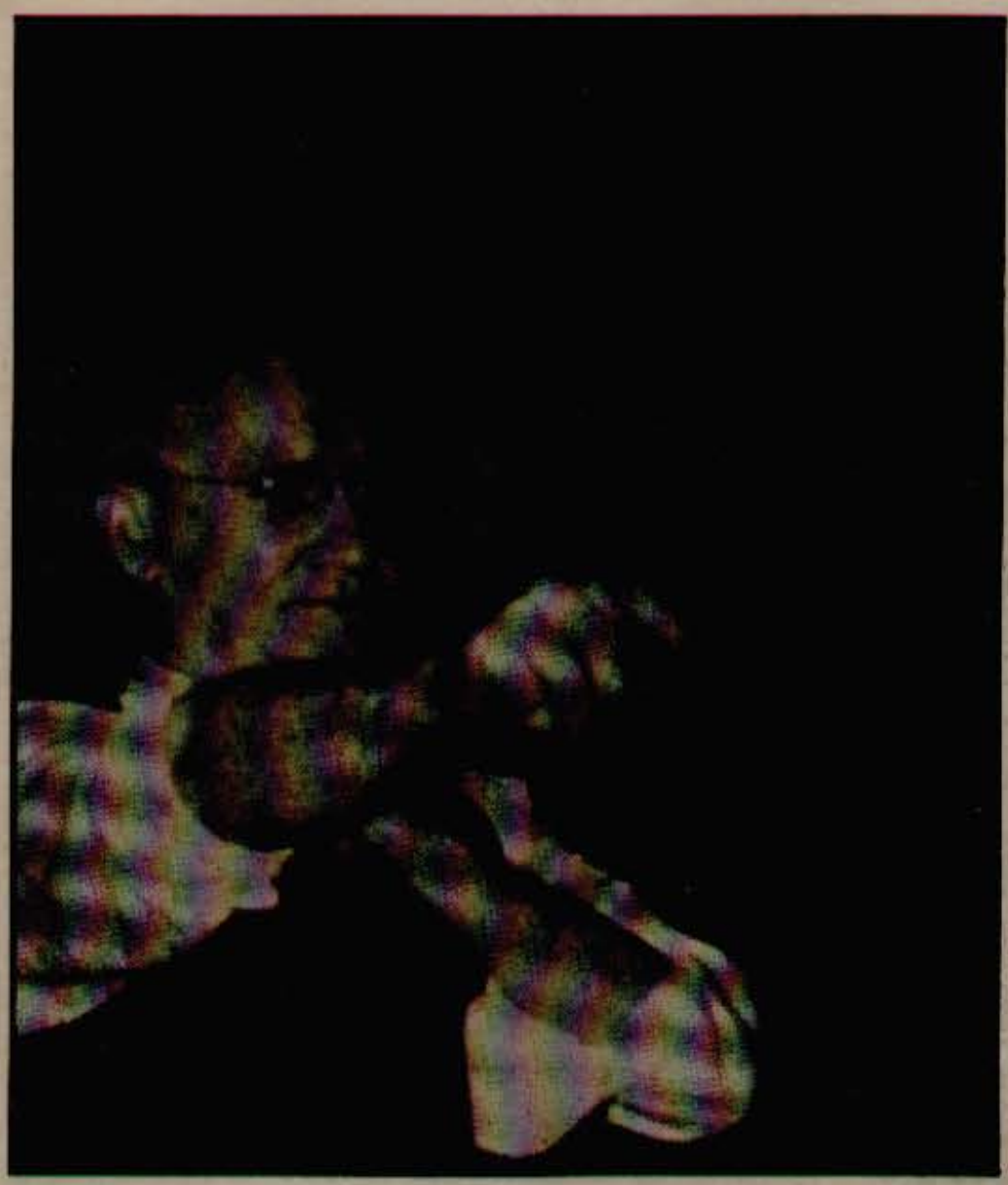
SOUSCRIVEZ !

La situation en Grèce représente de nouvelles tâches pour les marxistes révolutionnaires. Sortant de sept années d'une répression sans relâche, tout le matériel dont une organisation révolutionnaire a besoin est à acheter.

Du fric et vite !

Kontonumer 260 14 75 700
(BGF) Bank für Gemeinwirtschaft
6 / Frankfurt / Main
W. GERMANY

PIONNIER DU CO
J. CANNON



Le camarade James P. Cannon, Jim, comme on l'appelait familièrement, n'est plus. Il est mort le 22 août, à Los Angeles, à l'âge de 84 ans. Il était l'incarnation d'une partie de l'histoire du mouvement ouvrier américain et du mouvement trotskyste mondial. Né en 1890, dans un faubourg de Kansas City d'une famille ouvrière d'origine irlandaise, il commença à travailler à l'âge de 12 ans dans une fabrique de conserves. Il passa plus tard quelques temps dans un collège, fut employé de bureau et suivit des cours du soir.

C'est dans sa famille qu'il apprit à connaître la lutte pour le socialisme. **« Ma première activité pour le mouvement dont je suis toujours fier,** a-t-il écrit, **était de distribuer de porte à porte à Rosedale les éditions spéciales du 'Appeal to reason' pour Moyer et Haywood** (1). **J'avais alors 16 ans**. En 1910-1911, il adhère aux **Industrial Workers of the World**, (I.W.W.), l'organisation à l'époque la plus révolutionnaire aux Etats-Unis. Elle présentait de grandes analogies avec le courant syndicaliste révolutionnaire en France et la CGT d'avant 1914, combinant un anti-capitalisme résolu, un militantisme à toute épreuve, le tout teinté d'une idéologie quelque peu anarchisante. Les militants I.W.W., les **Wobblies**, parmi lesquels se trouvait Jim, étaient des révolutionnaires professionnels comme l'entendait Lénine, consacrant toute leur vie à la lutte de classes, allant d'une ville à l'autre, organisant des grèves, prêchant la lutte de classe et la révolution, subissant une répression incessante, depuis des arrestations de quelques jours jusqu'à de lourdes condamnations de prison parfois même des condamnations à mort . Opposé à la guerre de 1914, Cannon comme la plupart des I.W.W. se déclara « objecteur de conscience ». La révolution d'octobre devait donner une nouvelle impulsion au cours de sa vie. En 1918, il publia un journal à Kansas City et rejoignit le Parti socialiste des Etats-Unis où, comme dans les autres partis socialistes, une aile gauche s'était organisée pour préparer la formation d'un Parti communiste. Il participe donc comme délégué du Kansas en juin 1919 à une conférence nationale à Chicago de cette gauche, puis au printemps de 1920 à un congrès clandestin à Bridgeman dans le Michigan, où fut formé le parti communiste unifié ; à ce congrès il fut élu membre du Comité central et nommé responsable à l'organisation du district de Saint-Louis et du sud de l'Illinois où il milita chez les mineurs. Peu après, il fut chargé par le P.C. de la publication du journal **« The Toiler »** paraissant à Cleveland. Quelques mois plus tard, en 1921, il est appelé à New-York. Sa période de dirigeant de province se termine, il devient alors un dirigeant national du Parti communiste.

Il resta membre du Bureau politique au cours des sept années suivantes ; il fut en fait avec Ruthenberg, Foster et Lovestone, un chef de file au sein même de la direction du parti, pendant les années où ce parti chercha sa voie vers les masses au travers d'expériences difficiles et de pénibles luttes de tendances et de fractions.

Il vécut à Moscou pendant environ huit mois en 1922, siégeant comme représentant américain au comité exécutif de l'Internationale communiste, participant aussi aux travaux du Comité exécutif de l'Internationale syndicale rouge. C'est à Moscou qu'il rencontra pour la première fois Trotsky et d'autres militants comme Losovsky, Nin, Brandler. Il retourna à Moscou en 1925 et 1927 pour participer aux sessions du Comité exécutif de l'I.C.

Aux Etats-Unis où il avait été élu à la présidence du Workers Party, qui servit de transition du PC clandestin au PC légal dont il fut aussi le président pendant quelques années, il fut un des plus importants propagandistes de ce parti. Il fut aussi le secrétaire national de l'**International labor defense**, le Secours rouge américain qu'il créa et au moyen duquel il impulsa de nombreuses campagnes contre la répression parmi lesquelles la plus célèbre qui eut des répercussions dans le monde entier, celle pour Sacco et Vanzetti.

Les luttes internes du PC des Etats-Unis se cristallisèrent entre trois fractions, dont l'une dirigée par Cannon. A ce titre, il fut désigné pour faire partie de la délégation de ce parti au 6è congrès de l'I.C. qui siégea pendant l'été de l'année 1928 ; sa présence à ce congrès allait donner une nouvelle impulsion à son activité. Rappelons tout d'abord que le 6è congrès se tenait après les exclusions de 1927 de l'opposition de gauche du PC de l'URSS, à la suite d'une longue lutte que Trotsky avait commencé en 1923. Jusqu'alors le PC des Etats-Unis avait voté mécaniquement des résolutions soutenant la direction soviétique contre l'Opposition sans s'inquiéter de connaître le fond des divergences. Voici ce que Cannon écrivit quelques années plus tard à ce propos : **« J'étais à l'époque préoccupé de nos 'propres' questions américaines et ne savais pas, ne soupçonnais même pas, que le sort de notre parti était si directement impliqué dans les luttes du parti russe »**.

A Moscou, Cannon retrouva Maurice Spector, le secrétaire général du Parti communiste canadien qui, lui, était favorable aux positions de Trotsky depuis longtemps et auquel il avait exprimé dans une rencontre à New-York quelques mois auparavant, son malaise face aux exigences soviétiques contre les opposants. A Moscou, Cannon et Spector furent désignés pour la commission qui devait mettre au point le projet de programme de l'I.C., préparé par Boukharine, que le congrès devait adopter. Trotky qui faisait appel au congrès contre son exclusion avait également envoyé une « critique » du projet de programme, un long document qui exposait les principales divergences des cinq années précédentes et réfutait la base idéologique sous-jacente à la politique de la direction soviétique, à savoir la théorie du « socialisme dans un seul pays » (2). Les membres de la commission du programme reçurent la traduction d'une partie de ce texte de Trotsky. Sa lecture fut une véritable révélation pour Cannon, comme il l'écrivit plus tard : **« Le facteur international qui avait frustré tous nos efforts vint éventuellement à notre aide et nous montra une nouvelle voie. Lorsque je pris connaissance des documents lumineux de Trotsky en 1928, je commençais à situer les troubles du parti américain dans leur cadre international. Mais cela n'arriva qu'après avoir lutté trois années dans l'obscurité sur un terrain purement national »**.

A Moscou donc, en 1928, Cannon se convainc que Trotsky a raison. Heureusement, Cannon avait compris aussi ce qu'était la machine bureaucratique, il craint que s'affichant pour Trotsky à Moscou, on ne lui joue un mauvais tour : ne va-t-on pas lui faire perdre son temps pendant lequel on l'isolera dans son parti aux Etats-Unis. (3)

Aussi, après de longues discussions avec Spector, décide-t-il de ne rien dire pendant le congrès et de faire sortir clandestinement d'Union soviétique le texte de Trotsky. Il parvient à ses fins et de retour à New-York commence à gagner individuellement de proches camarades à ses vues. Mais une telle activité ne peut se poursuivre longtemps sans que les autres membres de la direction du PC en soient informés. Avec deux autres membres du Comité central, Max Shachtman et Martin Abern, il sera exclu à la fin de novembre 1928. Le mouvement trotskyste américain commence alors à se regrouper et, en mai 1929, est constituée la Communiste League (opposition). A partir de là se perpétuera le mouvement trotskyste américain qui connaîtra de la Communist League au Socialist Workers Party d'aujourd'hui, diverses métamorphoses liées à des changements de situation politique aux Etats-Unis.

Depuis 1928, Cannon est le principal dirigeant du mouvement trotskyste international. Dans ses activités aux Etats-Unis, il faut relever notamment l'appui qu'il apporta en 1934 aux militants trotskystes de Minneapolis qui dirigent la grève restée célèbre des camionneurs de cette ville, grève qui triompha au bout de plusieurs semaines après de violents combats au cours desquels des travailleurs furent massacrés par la police. Cette grève fut un mouvement précurseur des grandes grèves avec occupation qui eurent lieu aux Etats-Unis en 1936, dans une période où le mouvement syndical avait pris avec la Constitution du C.I.O., une expansion formidable

ADIEU A UN PIONNIER.

Nous reproduisons ici un article du camarade Cannon inséré dans son livre « Notebook of an agitator » et qui permet de mieux comprendre l'homme et le militant qu'était James P. Cannon.

Un vieux pionnier du socialisme est mort à Rosedale dans le Kansas, l'autre jour à l'âge de 89 ans et je me suis rendu à ses funérailles. Je lui étais personnellement lié par plusieurs liens différents et je lui devais bien des choses de valeur incalculable. Il fut le premier à m'expliquer que la vérité et la justice étaient importantes et il me prouva par l'exemple de toute sa vie qu'il pensait ce qu'il disait. Il croyait vraiment à la liberté, à l'égalité et à la fraternité du genre humain, il pensait que ces choses étaient accessibles et méritaient qu'on lutte pour elles. Tel était son « principe » et il vécut en conformité avec lui.

C'est par lui que j'ai commencé à connaître le socialisme ; il m'amena dans le mouvement il y a 36 ans et ainsi modela ma vie d'une façon qui n'a pas changé depuis. Me rappelant et revivant tout cela pendant le long voyage par train pour ne rendre aux funérailles du vieil homme, je songeais à lui non seulement comme à un ami et un conseiller, mais aussi comme à un véritable et valeureux représentant de cette noble génération de pionniers du socialisme qui nous précéda et nous prépara le chemin. Nous sommes ici parce qu'ils furent là. Nous ne devons jamais l'oublier.

Son socialisme, le socialisme américain prédominant de son temps dans le Middle-West, inspiré par la grande âme et l'éloquence ardente de Debs était largement humanitaire, plus éthique peut-être que scientifique et mettant davantage l'accent sur le but que sur la voie vers celui-ci. Mais il était juste en ce qui concerne l'essentiel et il disposait d'une grande force motrice de conviction et d'inspiration. A mon avis, le mouvement moderne avec ses analyses plus précises et sa concentration nécessaire sur la lutte, ferait bien d'injecter dans sa propagande davantage d'insistance sur la signification ultime de la lutte ; il devrait parler plus fort, comme le firent les vieux pionniers, pour les droits de l'homme, pour la dignité de l'homme, pour la liberté, l'égalité, et l'abondance pour tous. C'est ce pour quoi nous luttons réellement quand nous luttons pour le socialisme.

Ben Hanford, le grand agitateur socialiste de jadis, écrivit une fois le panégyrique d'un camarade collectif qu'il appela Jimmy Higgins, l'homme du rang qui s'affaire sans ostentation, sans recevoir considération ou récompense, à faire toutes les innombrables petites choses inaperçues qui doivent être faites pour que le « mouvement » marche et que la flamme brûle. Tel était le vieil homme. C'était un ancien, un « labor man » (militant ouvrier) du temps des Chevaliers du travail et du mouvement pour les 8 heures, un homme de Debs depuis la grève des cheminots en 1894, un militant socialiste pendant les 20 années d'ascension du Parti socialiste du début du siècle. Il sympathisa ardemment avec tout mon travail et mes luttes, lui donna toute l'aide pratique possible jusqu'aux dernières années, quand il devint trop vieux et trop fatigué pour le faire.

Un récit de son activité tranquille et soutenue pour le socialisme pourrait servir, avec seulement quelques changements sans importance, de biographie composite pour toute la fraternité de militants anonymes dont les efforts et les sacrifices, librement

OMMUNISME EST MORT

dans les grandes industries qui n'avaient pas été jusqu'alors organisées par la centrale syndicale A.F.L. qui se confinait aux syndicats corporatifs d'ouvriers hautement qualifiés. Pendant la guerre de 1939-1945, l'opposition du mouvement trotskyste à la politique gouvernementale et des dirigeants syndicaux valut à Cannon et à 17 de ses camarades des condamnations en vertu de la loi Smith, une loi de circonstance que le PC approuva lorsque les trotskystes en furent les premières victimes avant que d'en subir les rigueurs plus tard, pendant la « guerre froide ». Cette loi identifiait la propagande révolutionnaire à une « conspiration ». Après un procès dans lequel les accusés et plus particulièrement Cannon, défendirent hautement les positions du marxisme révolutionnaire, ceux-ci furent condamnés pour leur propagande au sein des forces armées. Cannon effectua alors 16 mois de prison pendant l'année 1944 et le début de 1945.

Nous devons aussi souligner le rôle de Cannon lors des « procès de Moscou », obtenant du philosophe américain renommé, John Dewey qu'il participe à la direction de la commission qui allait porter son nom et qui effectua un « contre-procès » où après de longs et minutieux travaux, Trotsky fut déclaré « non-coupable » des crimes dont il avait été accusé par les hommes de Staline lors de ces « procès » de Moscou. Naturellement, Cannon participa à plusieurs conférences et congrès du mouvement trotskyste international, notamment au congrès de fondation de la Quatrième Internationale en 1938. Naturellement, il participa aux luttes intérieures aux Etats-Unis et dans l'Internationale pour la défense du programme trotskyste, plus particulièrement après la signature du pacte germano-soviétique en 1939, ce qui entraina pour lui la rupture avec de vieux camarades comme ceux avec qui il avait créé le mouvement trotskyste dans son pays.

Nous sommes très loin de donner ici un tableau même sommaire de l'activité de Cannon, notamment pendant sa période « trotskyste ». Il faut encore ajouter qu'il a écrit de très nombreux articles, des brochures, des livres, parmi lesquels « La lutte pour un parti prolétarien », qui se conjugue avec celui de Trotsky , « En défense du marxisme », tous deux rassemblant les articles écrits lors de la lutte contre la tendance Burnham-Shachtman qui au début de la guerre entamait un processus de rupture avec la Quatrième Internationale qui allait les conduire politiquement très loin, une contribution à l'histoire du parti communiste américain qui servit considérablement à l'historien Théodore Draper comme celui-ci en a publiquement témoigné, pour sa magistrale histoire de ce parti ; une histoire du mouvement trotskyste aux Etats-Unis, etc.

Au cours des dernières années, pour des raisons de santé, (il avait subi de graves opérations), Jim ne pouvais plus participer au mouvement que par ses conseils. Il avait enfin été douloureusement affecté en 1968 par la mort de sa compagne, Rose Kartsner, elle aussi une militante de longue date qui avait adhéré au parti socialiste à 18 ans et participé en 1921 au congrès de fondation du Parti communiste.

Si brève, si insuffisante que soit cette note biographique hâtivement rédigée, nous espérons qu'elle montrera à ceux qui l'ignoraient que Jim fut la principale figure du mouvement révolutionnaire des Etats-Unis de sa génération, après les grands dirigeants de la génération précédente, Eugène Debs, Bill Haywood, Vincent St John. Il partit de là où ces hommes avaient amené le mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis et le fit progresser idéologiquement au cours de situations objectives qui, sauf pour quelques années ne furent pas propices aux progrès du marxisme révolutionnaire. Il fut l'un des rares militants d'avant 1914 qui, après avoir rejoint la IIIè Internationale communiste, surent résister au stalinisme et rester fidèle au marxisme révolutionnaire.

Jim fut avant tout un « agitateur ». Il a donné à un recueil de ses articles le titre significatif « **Cahier d'un agitateur** » et a lui-même écrit que le travail « **qu'il avait toujours aimé le plus et qui lui a donné les plus grandes satisfaction personnelles, c'était le travail propagandiste** ». Dans ce domaine, il se caractérisa aussi par un style alerte, imagé, qui porte la marque de ses origines et témoigne de sa sensibilité révolutionnaire ; on peut regretter qu'on retrouve peu à présent ce style dans la littérature révolutionnaire. Il fut aussi un véritable, un grand dirigeant de parti.

Jim ne voulait certainement pas qu'on le pleure. Ce qu'il voulait certainement, c'est qu'on prenne sa vie, ses combats, sa mémoire, pour les porter dans les combats de demain, pour qu'il puisse ainsi y participer. Agir ainsi, c'est le plus grand hommage que nous puissions lui rendre.

Pierre FRANK

(1) Militants mineurs arrêtés, accusés d'un crime qu'ils n'avaient pas commis et menacés de mort, une « affaire Sacco et Vanzetti » avant celle-ci.
(2) Voir ce texte dans « **L'Internationale communiste après Lénine** » (Editions P.U.F.)
(3) Cette mésaventure arrivera un an plus tard à Lovestone qui avait misé sur Boukharine contre Staline.

donnés avec une foi sans défaillance, transformèrent une idée et un esoir en un mouvement qui vit après eux et qui l'emportera.

Il n'était pas un « leader » mais un simple homme du rang, qui « parlait socialisme » à tous ceux qui voulaient bien l'écouter, qui se démenait pour obtenir des souscriptions pour le journal, qui préparait les meetings, louait la salle, rassemblait la foule pour l'orateur et qui avait toujours la main à la poche pour fournir une contribution qui le saignait, afin de combler le déficit. En outre, on pouvait toujours sur lui pour loger chez lui un agitateur de passage et épargner ainsi au parti des dépenses, bien que ses moyens financiers fussent très limités.

Le vieil homme était l'ami et le partisan de toutes les bonnes causes, toujours prêt à faire circuler une pétition, à aider une souscription ou à organiser un meeting de protestation pour demander que des torts soient redressés. Les bonnes causes, alors comme aujourd'hui, étaient pour la plupart des causes impopulaires et il se trouva presque toujours dans la minorité, du côté des opprimés qui ne pouvaient rien pour lui dans la rude bataille pour gagner de l'argent et aller de l'avant. Il eut à payer pour cela et sa famille eut à payer pour cela, mais il ne pouvait en être autrement. Le vieil homme était ainsi fait et je ne pense pas qu'il entra une seule fois dans sa tête de vivre et d'agir autrement qu'il ne le fit.

C'est à peu près tout ce qu'il y a à dire de lui. Mais je pensais lorsque je le regardais pour la dernière fois dans son cercueil, que c'était beaucoup. Carl Sandburg l'a dit ainsi : « Ce sont des héros — parmi les simples gens — des héros dites-vous ? Et pourquoi pas ?Ils donnent tout ce qu'ils ont et ne posent pas de questions et prennent ce qui advient et que voulez-vous de plus ? »

Cette troupe de pionniers du socialisme qui ont vécu et travaillé de façon désintéressée pour le socialisme, qui firent tout ce qu'ils pouvaient pour le « mouvement » et le maintinrent vivant afin que la nouvelle génération n'ait pas à commencer par le commencement, ne vécut pas en vain. Ils furent beaucoup plus importants pour l'avenir de l'Amérique et du monde qu'eux-mêmes, avec leur modestie et leur abnégation, pouvaient l'imaginer. Le vieil homme fut l'un d'entre eux et je lui dis adieu avec gratitude et amour. Son nom était John Cannon. C'était mon père.

(paru dans « The Militant », 7 juin 1947)

LES PRISONNIERS POLITIQUES ESPAGNOLS CONTRE LA REPRESSION

DECLARATION DES PRISONNIERS POLITIQUES DE LA PRISON DE CARABANCHEL (Madrid)

Le 1er août, la dictature a assassiné un militant ouvrier à Carmona, à Séville. Miguel Roldan Zafra est tombé sous les coups de feu criminels de la Garde Civile attaquant une manifestation des habitants de Carmona composée essentiellement de femmes et d'enfants qui réclamaient de l'eau.

Enrique Rodriguez quant à lui, a été grièvement blessé.

A nouveau, aujourd'hui comme hier, la répression a frappé en tant qu'arme fondamentale avec laquelle la dictature franquiste affronte le mouvement de masse. A nouveau les victimes se comptent dans le camp du prolétariat et des peuples opprimés dans le cadre de l'Etat espagnol. Cet assassinat s'est produit en outre alors que le pantin Juan Carlos venait de prendre ses fonctions de Chef de l'Etat, démonstration éclatante de « l'ouverture » post-franquiste. Il ne s'agit pas là d'un accident, ni d'un fait isolé, ni même des dernières manifestations de la violence incontrôlée produite par plus de trente ans d'oppression; il s'agit au contraire d'une répression consciente, réactionnaire et planifiée. La preuve en est dans les assassinats de Madrid, Grenade, Seat, El Ferrol, San Adrian del Besos, le meurtre légalisé de Salvador Puig Antich, etc. et l'accentuation de la répression en Euskadi contre le peuple et les militants nationalistes révolutionnaires basques (Erandio, Eiban, procès de Burgos, Txikia, etc.)

Face à ce nouvel assassinat de la dictature, nous, prisonniers politiques appartenant aux organisations sous-signées et militants indépendants emprisonnés à Carabanchel, Madrid, nous manifestons notre haine et notre douleur pour la mort de Miguel Roldán.

Que de larges mobilisations sur les centres de travail, les centres d'étude, dans les villages et les quartiers, dans la rue, défendues contre les attaques de la répression répondent à ce nouveau crime, impulsent l'organisation de la classe ouvrière et de la population, donnent un coup d'arrêt aux projets répressifs du régime et approfondissent le processus de renversement de la dictature !

A bas la répression ! A bas la dictature !

O.C.E. (Bandera Roja),
F.C. — L.C. — L.C.R. (ETA VI)
ETA et sympathisants
Travailleurs des commissions ouvrières
et 11 militants indépendants.

ERYTHREE : COMMUNIQUE DU FLE-FLP

Notre peuple en lutte, sous la direction du Front de Libération de l'Erythrée - Forces de libération populaires, n'économisera ni sang ni souffrances pour atteindre l'indépendance nationale et la liberté. L'Erythrée n'a jamais fait partie de l'Ethiopie. Pour en rester à la période la plus récente, elle fut contrainte par l'ONU de se fédérer à l'Ethiopie en 1952. Dix ans plus tard, elle fut annexée arbitrairement par le despote éthiopien.

Il est temps que l'opinion démocratique mondiale se mobilise pour condamner la guerre exterminatrice que le régime féodal éthiopien mène contre le peuple érythréen et exige la reconnaissance des droits légitimes de ce peuple à l'autodétermination et à l'indépendance.

Fait à Paris, le 20 août 1974
Front de Libération de l'Erythrée - Forces de Libération populaires (FLE – FLP)

Les forces d'occupation éthiopiennes, pour « venger » la mort d'un colonel, sèment la terreur dans la province de Barka et massacrent 250 citoyens érythréens paisibles dans le village d'Hum Hajjar, à la frontière soudanaise. Le reste de la population s'enfuit au Soudan, rejoignant les 100.000 réfugiés érythréens qui se trouvent dans une situation tragique (100 morts par semaine).

Les 23 « parlementaires » érythréens ont sommé le gouvernement éthiopien de mener une enquête et de dénoncer publiquement le massacre. Face à la passivité du gouvernement et du parlement, les 23 députés érythréens démissionnent en bloc le 16 août.

D'autre part, 200 érythréens sont morts dans la province du Sahel par suite de l'empoisonnement de l'eau des puits par les colonialistes éthiopiens.

UNE ARMEE PRIVEE, DE GUERRE CIVILE...

L'Angleterre connait aujourd'hui la dure réalité d'une crise économique. Bourse en baisse, inflation galopante. Perspective d'élections.

Situation jugée explosive par d'anciens militaires en retraite. Deux d'entre eux, le général Sir Walter Walker et le Colonel David Sterling ont décidé de se préparer manu militari au « grand soir ».

Sir Walker recrute déjà des volontaires dans cette perspective. Cette vieille baderne ainsi que son collègue Sterling ont été profondément traumatisés par la récente grève des mineurs et surtout l'utilisation de piquets volants. Le colonel, a donc formé une organisation de combat appelée « Great Britain 75 » ; but déclaré : former des hommes capables en cas de grève générale de faire tourner les rouages du pays : cheminots, aiguilleurs du ciel, ingénieurs divers, etc., autrement dit une armée de jaunes.

Cette fonction en France est remplie par l'armée. On se souvient du plan Clément Marot pour casser la lutte des aiguilleurs du ciel. Mais Sterling va plus loin, il prévoie de faire franchir à ses hommes les piquets de grève grâce à des hélicoptères. Une véritable armée privée de guerre civile.

Cette expérience tentée par une vieille croûte fasciste pourrait prêter à rire si elle n'était pas symptomatique d'un certain esprit qui règne dans la petite bourgeoisie anglaise.

Ce genre de personnage pourrait servir contre les luttes à venir !

G.B. 75 : une sonnerie d'alarme.

L'INSURRECTION SANS LA REVO

Le 23, les travailleurs dépavent pour les barricades

Les historiens bourgeois n'apprécient guère l'activité autonome des masses. Il n'est donc pas surprenant de les voir ne retenir de la Libération de Paris que l'aspect purement utilitaire et discourir à longueur de colonne sur l'aspect miraculeux de sa réussite.

Mais une insurrection victorieuse n'est jamais providentielle. L'insurrection parisienne a été l'aboutissement, le couronnement réussi d'un long processus de mobilisation du prolétariat parisien et de radicalisation des luttes de classes.

LA CONQUETE DE LA RUE

Depuis le 1er mai 1944, la classe ouvrière développe les mouvements revendicatifs. Le mois de juin voit se multiplier les actions de sabotage de la production et d'obstruction des moyens de communication utilisés par l'occupant. Durant le même mois, l'action de la résistance parvient à désorganiser les services publics. A la même époque, les comités de ménagères (impulsés par les Femmes françaises) organisent avec succès des manifestations de la faim dans certains quartiers ouvriers de la capitale (faubourg St Denis, Ménilmontant) pour protester contre le rationnement de plus en plus draconien. Tous les défilés sont protégés par des détachements armés de FTP et de milices patriotiques. Ces démonstrations montrent à l'ensemble de la classe ouvrière qu'il est possible de passer de l'action clandestine à la lutte ouverte contre Vichy et l'occupant.

Le 14 juillet marque une nouvelle étape sur le chemin de la grève générale insurrectionnelle. Les 13 et 14 juillet, des grèves suivies de défilés éclatent dans certaines usines, aux Compteurs de Montrouge, à la Compagnie des Eaux, à la RATP, dans les banques, etc.

Le 14, une série de manifs se développe dans toute la capitale et sa banlieue par leur caractère massif. (au total 150.000 participants), ces démonstrations montrent que c'est l'ensemble des masses travailleuses qui dispute le pavé aux nazis et à leurs supplétifs français. La combativité : on peut en juger si on sait que les manifestants n'hésitent pas à charger à différents endroits les flics pour délivrer leurs camarades appréhendés. Pour la première fois la police, qui a servi sans relâche pendant quatre ans les nazis semble au bord de la désagrégation et refuse souvent l'affrontement.

LA GREVE GENERALE INSURRECTIONNELLE

Mais la Feld gendarmerie allemande a arrêté plusieurs cheminots. L'agitation se développe dans la SNCF. Bientôt au dépôt de Villeneuve St Georges, 2000 travailleurs cessent le travail pour exiger la libération de leur camarades. Le mouvement fait tache d'huile et s'étend aux Batignolles, à la Villette. La jonction entre le mouvement de masse et l'organisation de détachements armés s'opère. Les réunions légales des syndicats vychistes sont détournées « au cours de prises de parole soigneusement improvisées on se groupe autour d'une tribune, gardée par quelques membres des Milices patriotiques, d'où un orateur développe les mots d'ordre d'amélioration du ravitaillement et de libération des camarades. L'une de ces prises de parole réunit à Villeneuve 2000 auditeurs ».

Le 10 la grève de la SNCF est totale dans 17 dépôts.

Alors l'ensemble de la classe ouvrière se met en branle. Le 10 août, les Compteurs de Montrouge, Voisin, Nieuport s'engagent dans la lutte. Ces entreprises avaient été à l'origine de la grève de Mai 36. De nouveau, le reste de la métallurgie suit, puis les entreprises du textile, les PTT, les gaziers et électriciens.

Le 15 août, « l'Humanité » appelle à la grève générale insurrectionnelle.

Si dans de nombreux cas la grève signifie l'absence de l'entreprise, les travailleurs de certaines usines ne restent pas inactifs et détournent la production : fabrication massive de « crève-pneu » pour immobiliser les convois ennemis, voire d'armements (grenades artisanales). Des secteurs essentiels, (eau, télécommunications, imprimerie) seront mis au service de la Résistance. Les ouvriers les plus combatifs viennent grossir les rangs des Milices patriotiques dont les embryons ont été recrutés dans la clandestinité sur la base de l'entreprise ou du quartier.

« Aux ateliers de Chois(RATP) nos camarades ayant rassemblé le personnel et fait mettre d'un côté 40 M.P. se sont vus poser la question suivante : pourquoi ces camarades sont-ils à part ? A la réponse que c'était des M.P., 60 camarades se sont joints à eux ». (Compte-rendu CGT, 17 août)

C'est la grève devenue générale qui va bientôt forcer la police, compromise jusqu'au cou dans la Kollaboration à franchir le pas pour tenter de se dédouaner. Décidée le 14, la grève de la police éclate le 15. L'occupation de la préfecture de Police le 19, alors que les escarmouches se multiplient déjà, marque le début de la phase insurrectionnelle proprement dite.

DE GAULLE CONTRE LE SOULEVEMENT

Ce sont les gaullistes qui prennent en main la police en installant le Préfet de police Luizet désigné par de Gaulle dans le réduit de l'île de la Cité.

Car si les gaullistes sautent dans le train en marche, ce n'est pas faute d'avoir tout tenté pour l'empêcher de partir.

De Gaulle ne veut pas d'insurrection. Depuis la Commune, la bourgeoisie redoute que Belleville ne descende aux Champs-Elysées.

Et les gaullistes sabotent ouvertement la préparation du soulèvement. Le BCRA, le service secret de la « France libre » contrôle les envois d'armes et les moyens de liaison avec la Résistance. De Gaulle ne va pas manquer d'utiliser ce moyen. Un historien peut suspect de gauchisme A. Dausette écrit : **« Le fait est là, incontestable,... les parachutages d'armes sont exceptionnels autour des agglomérations urbaines et en particulier dans la région parisienne, bien qu'il existe plus de 20 terrains reconnus dans un périmètre de 60 km ».** De fait, les parachutages cessent en juin, au moment où apparaissent les prodromes du soulèvement. Plus, les gaullistes accaparent les armes disponibles et les stockent « pour après ». Les insurgés parisiens ne disposent que de mitraillettes STEN sur les 77.000 envoyées et de la moitié des pistolets parachutés. Aucun armement mi-lourd, (lance-roquette, mortier, mines anti-char ou mitrailleuse) n'a été fourni. L'armement exclusivement léger des partisans parisiens provient essentiellement de la récupération sur l'ennemi ou de la fabrication locale (cocktails Joliot-Curie).

LES FORCES EN PRESENCE

Côté allemand, Von Choltitz dispose de trois régiments de trois bataillons, renforcé chacun de 80 canons et de 60 chars Tigre et Panther. Une partie de ces troupes est entrainée aux combat de rue.

La Résistance organise 35523 hommes dans la région parisienne. 15.000 recrues vont s'y joindre, répondant à l'ordre de mobilisation générale placardé le 19.

Pendant toute l'insurrection les 10.000 hommes de la Préfecteure de Police, sur consigne des gaullistes, refusent de s'intégrer au dispositif partisan offensif. Déclenchée le 19, l'insurrection comprend trois phases distinctes

— guerilla offensive dans tous les quartiers et la tentative de trêve. 19-22 août

— les barricades 22-24 août

— liquidation des îlots de résistance allemands, 25 août

Le 19, les combats se généralisent dans tout Paris.

30.000 partisans sont chargés d'occuper les services vitaux pour le succès du soulèvement (réservoirs d'eau, dépôts de vivres, usines à gaz, centrales électriques, PTT, hôpitaux).

Les 5000 résistants disponibles, dont 1000 sont armés, cherchent à accrocher l'ennemi. But essentiel : récupérer des armes.

Le bilan de la journée est positif. La mobilisation embrase toute la capitale. Les partisans montrent qu'il est possible de vaincre militairement cet occupant dont le dispositif est désarticulé par la grève générale. (principalement transports et communications).

La trêve, que tente d'imposer le gaulliste Chaban-Delmas à l'heure où l'insurrection est victorieuse ne peut arrêter les combats. 43 quartiers sur 80 sont libérés au soir du 19. A la fin de la trêve, ce chiffre atteint 61 le 21 août au soir.

« DE LA TREVE A LECLERC »

Incapables d'enrayer le soulèvement impulsé par les communistes, ls gaullistes vont tenter de l'enliser dans une trêve négociée avec Von Choltitz. L'intermédiaire sera Nordling, consul Suédois à Paris et qui avait déjà joué les intermédiaires entre les alliés et les trusts allemands effrayés après 43 des conséquence de la défaite inéluctable d'Hitler. Le but de la trêve est simple : arrêter les combats et attendre l'arrivée des troupes alliées pour que la passation de pouvoir se fasse dans l'ordre, en court-circuitant la résistance intérieure. La cheville ouvrière de cette opération s'appelle CHABAN-DELMAS, c'est le délégué militaire national que De Gaulle a envoyé en France pour chapeauter l'action armée de la Résistance. Mais il est trop tard pour un cessez-le-feu. Même des résistants gaullistes poursuivent les combats. Le colonel Lizé responsable militaire de la Seine et farouche anti-communiste publie le 20 août la note suivante :

« Il est également rappelé que toute tractation avec l'ennemi est considérée d'après le règlement militaire comme un cas de haute trahison et comme tel puni de mort. Cette sanction sera, le cas échéant, impitoyablement appliquée ».

Et comme Lizé, préfet de police gaulliste s'est rallié à la trêve, Lizé s'adresse à tous les commissariats : « ...**Le combat ne peut être arrêté que sur mon ordre écrit, un refus d'obéissance vous exposerait aux peines les plus sévères. Je me verrais dans l'obligation de considérer ce refus comme un acte de rebellion »**

Chaban comprend l'avertissement. Le vent de l'histoire est trop fort pour le chêne qui se fait roseau.

L'ex-rugbyman Chaban change de pied.

La question décisive pour les gaullistes est d'obtenir désormais l'arrivée à marche forcée de la division Leclerc pour coiffer sur le poteau l'insurrection parisienne. **Depuis le début du mois d'août**, Kœnig et Chaban se sont opposés à ce que la division Leclerc participe aux combats de Normandie afin de disposer d'une force de police intacte lors de la Libération de la capitale.

Depuis le début de l'insurrection, les gaullistes mettent la police en réserve des combats offensifs et utilisent la garde mobile et la gendarmerie dont ils ont le contrôle pour permettre aux préfets et aux secrétaires généraux du Gouvernement Provisoire, chargés d'occuper les ministères, de mettre la main sur les leviers de commande. Il s'agit d'éviter que la résistance ne s'immisce en force dans la passation des pouvoirs. Les gaullistes ont réussi un coup de maître en captant à leur profit dès le

début du soulèvement ce qui reste de l'appareil policier de l'Etat vychiste pour consolider sur la base de son ralliement le nouveau pouvoir du Gouvernement provisoire.

L'insurrection chasse l'occupant nazi et concrétise la fin de Vichy, mais elle ne détruit pas totalement l'appareil de l'Etat bourgeois.

LES BARRICADES

Les combats se poursuivent. Après l'échec de la contre-offensive générale allemande le 22, c'est la journée des barricades. L'occupant perd désormais toute mobilité et se concentre dans quelques points d'appui pré-établis. En édifiant un vaste réseau sur toute la capitale, les barricades concrétisent cette perte de capacité offensive des Allemands et va permettre de conjuguer l'occupation définitive et l'autodéfense des quartiers libérés avec la guerilla offensive à leur périphérie. En libérant des zones entières, les barricades vont permettre à l'ensemble des travailleurs de devenir la réserve générales des troupes partisanes et de prendre part au soulèvement.

Les terrassiers creusent des fossés anti-char ; les volontaires affluent pour assurer le ravitaillement, l'assistance médicale, le service de liaison, l'édification et la défense des barricades.

Le 23 est consacré à la chasse aux blindés pris dans les mailles du filet. Les cocktails incendiaires inventés par Joliot-Curie font merveille. Le 23 l'occupant n'est maître que de trois arrondissements (16°, et 8° bien sûr et 12°) et de 9 points d'appui sur les 36 qu'il avait prévu.

Il y a deux personnages en quête de Leclerc. Chaban et Choltitz. Il leur faut éviter à tout prix une reddition militaire des Allemands aux seules forces partisanes dont les conséquences politiques et militaires (l'armement allemand n'est pas négligeable) risque de bouleverser le rapport de forces dans la Résistance aux dépends du grand Charles. Car une victoire absolue du soulèvement, sans le concours des troupes régulières, risque de provoquer un formidable sentiment de confiance chez les travailleurs et hypothéquer les possibilités de « reconstruction nationale » de la bourgeoisie. Les gaullistes le comprenaient qui n'ont pas oser, pendant l'insurrection, diffuser pibliquement la consigne de De Gaulle : **«reprendre le travail immédiatement et en ordre dès que les forces alliées arrivent ».** Symbolique est l'arrivée des premiers éléments de la division Leclerc dans la capitale. Drome, le responsable ne vient pas épauler l'action des partisans contre les derniers réduits allemands mais place ses chars en protection de l'Hôtel de Ville où la préfet gauliste Flouret tente de reprendre politiquement en main l'insurrection au nom du GPRF. On comprend mieux pourquoi, dès la Libération, les gaullistes insistèrent sur l'aspect **décisif** de l'intervention de la 2° D.B. qui aurait prétenduement sauvé le soulèvement du désastre. L'évolution de la situation militaire, retracée ci-dessus montre la « valeur » de telles argumentations.

OLUTION

L'ATTITUDE DU P.C.

Il ne fait pas de doute que c'est le PC qui a été l'aile marchante contre les gaullistes de la préparation du soulèvement et de la conduite de l'insurrection. Mais il est tout aussi clair que le PC n'a rien fait, bien au contraire pour favoriser la transcroissance de l'insurrection de la défaite des nazis vers la prise du pouvoir par les travailleurs. Si le PC, au début du soulèvement et pendant la trêve a eu une politique de **fait accompli militaire** il n'a jamais tenté d'organiser face aux gaullistes la **défiance politique** et le **débordement social** des travailleurs. Alors que le patronat s'est complètement compromis dans la collaboration, jamais les militants du PC, dans la grève générale n'avanceront le mot d'ordre d'expropriation sans indemnisation des entreprises en grève. Dans le plus vaste mouvement de grève depuis juin 36, le PC ne dépasse pas le cadre du programme du Conseil National de la Résistance adopté le 15 mars 44 par l'ensemble des partis politiques, qui ne prévoit que la nationalisation des mines, des sources d'énergie, des compagnies d'assurances et de 4 grandes banques.

Les travailleurs ne s'organisent pas de manière autonome pour gérer leur lutte. Le plus souvent, même la grève est avant tout l'absence des ouvriers de l'usine. Les milices patriotiques, les groupes d'occupation des usines, sont subordonnés aux FFI. Si celles-ci sont dirigées sur le terrain par des communistes (Joinville, Rol-Tanguy) il ne faut pas oublier qu'elles sont subordonnées au GPRF. Mais surtout, le PC va maintenir, envers et contre tout, pendant le soulèvement, le mythe de l'unité de la résistance, de l'unité possible entre travailleurs et bourgeois sur un programme de libération nationale.

Alors que l'attitude des gaullistes peut montrer à l'ensemble des travailleurs que la lutte de classe ne s'est pas arrêtée le 18 juin 40, le PC refuse de lancer **publiquement et à la base** la bataille politique contre les gaullistes.

Cette attitude du PC ne date pas d'août 44. Quand Hitler attaque le 21 juin 41 l'URSS, la diplomatie stalinienne opère un tournant à 180°. Mais l'opportunisme foncier de la démarche demeure : il s'agit désormais de s'allier à tout prix avec les démocraties occidentales pour une lutte commune contre le fascisme. C'est la transposition fidèle à l'échelle diplomatique internationale de la ligne des Fronts Populaires Nationaux avec la bourgeoisie dont le prolétariat a pu mesurer les conséquences avant guerre en Espagne et en France. D'ailleurs l'histoire se répète : les PC doivent s'allier avec leurs bourgeoisies nationales anti-fascistes dans des fronts d'union nationales. Le 20-9-41, dans une lettre transmise par l'ambassadeur soviétique à Londres Maisky, Staline reconnait de Gaulle comme dirigeant de la résistance.

Le PC suit et entre en contact avec de Gaulle au début de l'année 42 par l'intermédiaire de François Faure (adjoint de Remy).

Dans les premiers jours de 43, l'envoyé du CC du PC, Fernand Grenier, arrive à Londres pour œuvrer à la réalisation de l'union nationale et faciliter en fin de compte la recomposition des partis politiques de la bourgeoisie laminés par la question de Vichy.

Dès lors, tout s'enchaîne. En reconnaissant en de Gaulle le leader de toute la résistance, le PC va continuer, sur le terrain, en France, à lui donner cette assise de masse dont le bonaparte usera pour préserver les intérêts de la bourgeoisie.

Au nom de l'union nationale, le PC va subordonner les intérêts du prolétariat à des forces bourgeoises. Dès cette époque le but des gaullistes est atteint : « Il fallait éviter que la concurrence de 2 résistances, l'une nationale, l'autre communiste, de forces à peu près égales n'aboutisse lors de la libération à la constitution de deux gouvernements ».

Car le but fondamental de de Gaulle est là, il s'agit, en s'appuyant sur la caution que lui apporte le PC et les autres organisations ouvrières de préparer la relève du gouvernement de Vichy, au mieux des intérêts de la bourgeoisie. Au nom de l'union nationale, le PC n'oppose pas d'alternative à de Gaulle qui constitue dans l'exil l'embryon de l'appareil administratif de l'Etat (préfets, secrétaires généraux, commissaires de la République). Le PC accepte de participer, minoritaire, aux instances gouvernementales dirigées par de Gaulle et intègre début 44 ses forces militaires, les FTP, dans les FFI qui dépendent du GPRF. De Gaulle nomme à leur tête en avril, sans consulter les mouvements de résistance, un des ses plus fidèles afidés, Koenig.

A l'été 44, alors que les FTP sont le fer de lance du processus insurrectionnel qui submerge 40 départements et va toucher la capitale, le PC pouvait utiliser le rapport de force qui existe sur le terrain et l'attitude des gaullistes pour rompre. Cyniquement aujourd'hui, J. Duclos, explique pourquoi le PC ne profita pas de la situation : à l'époque, certains membres du haut état-major allemand envisageaient une paix séparée avec les anglo-saxons. Le PC ne bouge pas pour éviter tout retournement d'alliance défavorable à la « Patrie du socialisme ». Une fois de plus, le PC subordonnait le sort de la révolution en France aux intérêts à court terme de la diplomatie stalinienne. Dans l'insurrection parisienne, les staliniens s'opposeront à ce que le prolétariat saute le pas, de la résistance à la révolution.

M.Rovère.

Les partisans, rue de Rivoli

armée (suite) liste des nouveaux signataires

3è REGIMENT DE GENIE
CHARLEVILLE-MEZIERES

2è SM LEMAIRE Yves, MATHIEU Yvan, Cal DUIGOU Serge, 2° SM BRIAND Yvon, DORE Christian, CORVOISIER Jean-Yves, 1° SM EGONNEAU Gérard, 2° SM BRISORGUEIL Christian, PIERMEE Michel, POUMEYROL Stéphane, VIEILLESCAZES Daniel, ABILY Bernard, 1° SM LECHAT Bernard, 1° SM BUSQUET Patrick, DURIEU Jean-Pierre, 2° SM REGNIER Pierre, Cal QUERE Alain, 2° SM DUVIVIER Rémy, 1° SM VANDERBOCH Patrick, 2° SM VIGREUX Laurent, BATTEMENT Philippe, Mlo AGENHEN Joël, 2° SM BOIMARE Luc, C/C BEAUREPAIRE Jean-Luc, 2° SM BIGOT Georges, C/C BELAJEW Wilheme, GRANZIERH Patrick, 1° SM THIBAUDEAU L., Cal THYEBAUT Jacques, 1° SM COLLIGNON Yves, 2° SM DOUSSOT Patrick, ZAVARO Maurice, Cal BODEREAU Jack, 2° SM DENIAUD Jean-Luc, GUBIRIC Jacques, BOURDEYROUX Jean-Luc, JOUNIS, CLIQUOT, KARTOBE, VALEVO Patrick, BAUDCHON Philippe, MARE Patrice.

34° R.A. CONSTANCE

2° CST HOURI Robert, BARON Pascal, Bgd DENIAU Patrick, 2° CST DESAULE Laurent, 1° CST UNAL de CAPDENAC Didier, 2° CST DESHOUILLERS Alain, DEJARDIN Dominique, 1° CST CARITTE Christian, 2° CST SEEBACHER Joël, Sgt-Infirmier REGNAULT François, 2° CST ROBLET Michel, MOURER Michel, 1° CST CHATELAIN Francis, Bgd/C GODFIN DOminique, DAVID Alain, 2° CST KLEIN Michel, DUTIE Bernard, SABATINI Bruno, Bgd/C MARIE Jean-Claude, FABRE François, 2° CST QUILLE Daniel, Bgd CAREL Daniel, 2° CST ATTAL Jacques, MDL DESMAZIERE Jean-François, Bgd/C PAREL Philippe, 2° CST TROTOT Claude, ALCANTARA Daniel, 1° CST MASSICORT Guy, 2° CST GOASDOUE Jean-Marie, MEYER Michel, DURSENT Jacky, Bgd CHARPY Lionel, 1° CST VAN NES Cornelis, 2° CST CARBALLO Victor, 1° CST HELLEC Gérard, 2° CST CORDELOIS Jackie, THOLLOT Alain, RIQUEREY Claude, GALY, TRIGILIO Joël, HELLIAS, Bgd MONGIS, 2° CST POINCET François, BALY Achille, BAUDOIN Bernard, GYRE Laurent, ROUSSEAU André, MAULARD Christian, GERMANAC Gilbert, DIEDERECHS Jean-Claude, dussoura jean, GREMY Alain, FAUCHER Denis, COURCIER Patrick, AGNELLET Dominique, DUMONT Patrick, VASSE Jean, HUANT Jean-Luc, WITZEL Patrick, ROLLO, DUBOIS Michel, BURLAZ, BENOIT Jean-Michel, BRICOUT Jean-Claude, GIRAUT Denis.

126° RI BRIVES
C/C RICHARD, 2° CI G. SURE, 2° CI ALONZO, 2° CI. OLUT.

CRA 7° BCA TIGNES
Chasseur DUFOUR J-N.

5° REGIMENT DE HUSSARD-STETTEN
TOBIA Hubert, ROMEUF Jean-Pierre, GUTHIER Gilbert, GIRARD Alain, ALMANRIC Michel, CHASTANG Michel, CATALA Joachim, RENON Dominique, GOURDON J-Paul, DENECHAUD André, BONILLO Jean, CARO Gérard, COSTE Michel, CARO Guy, PELLET Patrick, DUBREUIL Serge, CAILLET Jacques, FIARD Robert, CHAPUY Serge, MANKOWSKI José, GUEHO, ROCH Patrick, ORIOL Michel, RUFFAUT Jacques, POISNEL Raynold, CHEVALIER Thierry, GIBAULT Hervé, PACCOUD Guy, BEYTET J-G, MILBACH Philippe, MARQUES Didier, MARTEL Michel, DOUBLET Christian, ROSANO Didier, HERVEET Olivier, HARDY Serge, BOGNET J-Pierre, THIBERVILLE Didier, FOYE Christian, RENAUD Dominique, METZGER Michel, LASSOUARN Rémi, BAYON Michel, POLLASTRO Michel, PACQUELET J-Pierre, MOLLIER René, PONTAL Francis, TERME Michel, MALAISE Christian, VIOT J-Marc, CARLE Bernard, GUINET Christian, BARRY Marc, LELIEVRE Yannik, LABALLE Claude, MACRON Philippe, QUESTIAUX Xavier, DAUCHEZ Yann, DE SOLMS Bruno, GIDE Frédéric, BERTRAND J-François, LEGROS Christian, LE-BRAS Yves, VILLAIN Laurent, DUBUT J-Michel, CHARASSE Pierre, BARTHE Alain, BOIS Guy, JACOUD Christian, DOUBLET Daniel, JEAN-JACQUES Michel, Bg-chef EVRARD Sylvain, BRUXELLE François, HERMENIER Serge, SERVETTAZ Luc, Bg-chef BRUXER Etienne, HERAULT Gilbert, LASLIER Philippe, QUESNE J-François, DAVOUST Georges, LE POUL Michel.

B.A. 901

2° Classe MERHIN Charles, CANTIN René, LOYER Yvon, LANCE Philippe, CAILLAUD Albert, MENEC Jean-Louis, MOULIN Thierry, PERDU Denis, BESSE Pierre, ESTIRACH Michel, LEBEAU Gérard, DUCLOS Patrick, TILLY Daniel, CASTEL Joël, IOLMAJ Lahoussine, LEROUX Patrick, FABER Jean-Luc, 1° cl MENU Alain, CLC PRIET Michel.

STRASBOURG, Ecole Militaire 152° R.I.

1° CI PELLICCIA Serge, DUPAS Didier.

REPRESSION EN ALLEMAGNE

■ **Selon des informations de dernière minute, les signataires d'ACHERN viennent d'être durement sanctionnés. Ceux que la Sécurité Militaire considère comme les principaux responsables ont écopé de 80, 50, 40 jours et l'ensemble des signataires a hérité de20 jours.**

C'est la première fois que l'ensemble des signataires est ainsi frappé dans une caserne.

Initiative locale ? Durcissement généralisé de la répression en RFA ? En tout cas, cela vient de haut, le général De Lassus St Geniès, bien dans le vent giscardien serait venu interviewer certains « détenus » !

RECTIFICATIF

Amis publicateurs,

Nous tenons d'abord à vous remercier pour votre soutien. Seulement, conscients du fait que vous devez être débordée, nous vous demandons réparation d'une petite erreur commise au cours de la publication des signatures de la BA 901 de Drachenbronn. Vous inversez nos signatures avec celles du 1° RIMA de Granville. Cela fait qu'aujourd'hui pour toute la presse informée, nous ne sommes que 19 alors qu'en réalité nous sommes maintenant 50. Il est inutile de vous dire que cela nous crée un certain nombre de problèmes et nous vous demandons donc de faire un rectificatif nous permettant d'éliminer ce problème qui reste malgré tout secondaire.

MERCI ET... à la prochaine fournée de signatures !!!!

Les signataires de la BA. 901

ASSOUPLIR LE DIVORCE...

••• pour sauver le mariage

Lecanuet annonce une réforme de la législation sur le divorce qui établirait le divorce par consentement mutuel. Ou plutôt qui le rétablirait car la bourgeoisie révolutionnaire l'avait déjà fait en son temps ; et la loi était restée en vigueur de 1792 à 1816. La bourgeoisie peureuse, possédante, versaillaise de la IIIe République avait, sur ce point, avalisé les reculs réactionnaires de la Restauration. Les lois aujourd'hui en vigueur datent de 1884.

La réforme envisagée demeure imprécise. « Modernisation » dit Giscard. Devant la force des choses et des chiffres : un divorce sur huit mariages aujourd'hui selon l'INSEE, contre un sur cinquante au début du siècle ; 40 000 candidats annuels au divorce. La famille fout le camp. En particulier dans les couches moyennes, et la salarisation massive des femmes contribue à accélérer le mouvement.

Le fait n'est pas national. Il touche la plupart des pays capitalistes développés. En Suède, le nombre des mariages en 71 avait baissé d'un tiers par rapport à 1966 (40 000 contre 60 000). Pour sauver le mariage, on a assoupli le divorce au premier janvier de cette année. Au Pays-Bas, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, la législation va dans le même sens.

Elle vise à enregistrer et à normaliser un fait établi. On prétend faire du divorce un constat d'échec, non plus la sanction d'une faute. L'adultère ne serait plus considéré comme probant. Pourtant, en 69, le prédécesseur de Lecanuet, René Pleven déclarait : « Une loi facilitant le divorce porterait un coup très dur à l'institution du mariage ». Belle clairvoyance de classe !

En effet, si le mariage sacralisé demeure, si le culte de la famille subsiste, si les voiles blancs, les anneaux nuptiaux et la législation matrimoniale qu'ils illustrent et symbolisent, persistent, alors la réforme du divorce ne suffira pas à abolir la culpabilité, la mauvaise conscience. Elle n'empêchera pas des millions d'hommes et surtout de femmes de continuer une vie sans bonheur, de remâcher leur échec, par crainte de transgresser un tabou. Le divorce est le revers du mariage institutionnel. On ne peut s'attaquer à l'un sur le fond, sans s'attaquer à l'autre.

La législation soviétique de 1917 l'avait bien compris : le mariage était aboli au profit d'un simple enregistrement facultatif de l'union. Il en allait de même pour la séparation. La notion de divorce perdait tout son sens en même temps que celle de mariage. Comme le dit W. Reich, **« Une relation sexuelle, qu'on appelait encore mariage pouvait être aussi facilement dissoute qu'elle avait été établie. Le seul critère était le consentement mutuel des partenaires. Personne ne pouvait forcer quelqu'un à des relations contraires à sa volonté. Dans ces conditions, les 'motifs de divorce', perdaient toute raison d'être. Lorsqu'un partenaire voulait abandonner une liaison sexuelle, il n'avait pas à donner de raison. Le mariage et le divorce devinrent des affaires purement privées ».**

La législation réactionnaire stalinienne de 34 (contemporaine des procès de Moscou) est revenue sur ces premiers pas. C'est avec la tradition de 1917 que devrait renouer toute tentative de transformation socialiste de la société.

Dans l'immédiat restent les projets encore diffus de Lecanuet. Le consentement mutuel serait un progrès, inutile de le nier. Certains, pour ne pas être pris au dépourvu, s'engageront dans la surenchère en défendant le divorce sur simple demande de l'un des conjoints. Ce n'est pas prendre le problème par le bon bout. C'est faire abstraction de l'oppression et de la dépendance économique qui frappe la majorité des femmes. Défendre pour l'immédiat le divorce sur simple demande de l'un des conjoints reviendrait dans les faits à autoriser la répudiation de l'épouse, laissée sans garantie matérielle. C'est pourquoi le programme d'action de « Rouge » réclame : **« La réduction du divorce à une simple formalité administrative gratuite lorsqu'il s'opère avec consentement mutuel et sans problème économique pour la femme et les enfants ; droit au SMIC pour les divorcées qui restent sans travail et libre accès à la formation professionnelle de son choix ; procédure juridique gratuite lorsque la demande de divorce est faite par un seul des conjoints ».** Face au projet Lecanuet, cette plate-forme reste d'actualité.

La lutte pour l'émancipation des femmes est indissoluble de la lutte pour le dépérissement de l'institution familiale et de ses deux faces, mariage et divorce.

Prisons

LES LENDEMAINS DE LA REVOLTE

BON COMPORTEMENT !

Trois nouveaux suicides en une semaine dans les prisons françaises ! Voilà un chiffre qui parle tout seul. Les visites de Giscard ou de Hélène Dorlhac aux taulards n'ont rien changé. On meurt toujours beaucoup derrière les barreaux. Humour noir car c'est la semaine où Lecanuet a décidé de faire un grand geste. Que l'on en juge. Il a décidé de « récompenser ceux qui n'ont pas participé aux mutineries et aux divers mouvements collectifs, ainsi, à plus forte raison, que ceux qui se sont employés à en limiter les conséquences ».

En d'autres termes, les mouchards, ceux qui ont donné un petit coup de main à la police lors de la répression ne vont pas tarder à sortir.

Merci, Monsieur Lecanuet, pour les 8 morts des révoltes d'août qui ne bénéficieront pas de vos largesses. Apprentis moutons, prenez-en de la graine pour la prochaine fois !

DELASPRE LIBERE !

Jean-Pierre DELASPRE, membre du Comité d'action dès prisonniers avait été arrêté le 3 août devant la prison de Fresnes. Les flics l'avaient interpelé alors qu'il s'adressait à l'aide d'un mégaphone aux taulards.

De là à être inculpé de rébellion et outrage à agent, la distance était minime et fut franchie. Incarcéré à Fresnes, il fut puni de 15 jours de « mitard » pour avoir tracé sur les murs de sa cellule le sigle CAP. Pour protester contre sa détention tout à fait arbitraire, Jean-Pierre avait débuté le 6 août une grève de la soif et de la faim. Libéralisme et répression vont souvent de paire. Delaspre était un ballon d'essai pour le gouvernement qui n'apprécie pas du tout le militantisme et les idées du CAP. Jean-Pierre a fini par être libéré dans la soirée du 23 août. Le test de Ponia a échoué pour cette fois,. Gare aux prochaines tentatives !

Le procès de Serge LIVROZET par exemple, condamné le 10 juillet à deux mois fermes pour avoir dit en plein tribunal « Pourriture de Justice française ». Il a fait appel et passera en jugement à Colmar très prochainement. Nous devons tout faire pour que LIVROZET soit purement et simplement relaxé !

LARZAC, DEUX PAS EN AVANT, UN PAS EN ARRIERE

Les 16, 17, et 18 août, plusieurs dizaines de milliers de manifestants (les paysans ont retenu le chiffre symbolique de 103.000, mille pour un) se sont une nouvelle fois retrouvés sur le plateau, en solidarité avec la lutte des 103 paysans du Larzac. Au-delà des traits communs (succès politique du rassemblement, affluence sensiblement égale, diversité sociale des participants), il est utile de comparer le Larzac 74 à celui de l'an passé, parce que cette comparaison éclaire bien la situation politique de la rentrée sociale.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est la dimension non pas humanitaire mais internationaliste du rassemblement.

DEUX PAS EN AVANT

Autour du thème « Moisson—Tiers Monde », les 103 ont confié une large part de l'animation politique au Comité Sahel et aux organisations de travailleurs africains et immigrés. C'est ainsi que, au nom de plusieurs associations de travailleurs africains, le camarade Sally n'Dongo, au cours de la moisson d'un champ de blé samedi après-midi, a longuement donné le cadre de la mobilisation, expliquant la nécessaire jonction des luttes des travailleurs européens et africains. De même, une camarade du Comité Sahel expliquait le caractère nécessairement anti-impérialiste de la lutte contre la sécheresse. Ces interventions, ces explications, étaient soulignées par les témoignages de nombreux travailleurs immigrés. Ainsi, à l'heure où les luttes de libération connaissent de nouveaux succès (notamment dans les anciennes colonies portugaises), le rassemblement de cette année aura permis de développer parmi des dizaines de milliers de participants un internationalisme militant.

Un autre aspect extrêmement positif du Larzac 74 aura été sans nul doute son caractère anti-militariste. D'emblée, les 103 donnèrent le ton, en ne se contentant pas de protester contre l'extension du camp militaire mais en allant labourer un champ récemment acquis par l'armée. Et, de fait, l'antimilitarisme était partout à l'offensive :

- dans les déclarations des 103 et des paysans-travailleurs affirmant leur volonté de récupérer le terrain du camp lui-même.
- dans la dénonciation générale (stands, forums) de tous les aspects de l'armée bourgeoise, depuis la préparation de la guerre civile jusqu'à l'armée coloniale, en passant par les ventes d'armes, les camps militaires, l'objection-insoumission, etc...
- et, bien sûr, dans la présence massive des luttes et des revendications des soldats : plusieurs signataires de l'appel des cent étaient présents et ils tinrent un stand où de nombreux autres signataires vinrent discuter ; près de 3000 signatures de soutien à l'appel des cent furent recueillies au stand du comité de défense des appelés ; de nombreuses interventions, tant des organisations antimilitaristes, que de travailleurs syndiqués CGT et CFDT, indiquèrent les tâches de la rentrée :

Gamma

Plus de cent mille participants au Larzac 74, deux fois plus qu'en 73 !!!

- soutien aux 2000 ; réunions de conscrits ; parrainages des casernes prises en charge des jeunes travailleurs sous l'uniforme par les organisations syndicales.
- Et le dimanche, lors de la manifestation finale, le CDA organisa un cortège combatif, auquel se joignit le CAM.

UN PAS EN ARRIERE

Néanmoins, le Larzac 74, n'a pas révélé le même caractère de jonction des luttes ouvrières et paysannes que l'an passé. C'est que l'été 73 était tout entier marqué par LIP et que le rassemblement des 24 et 25 août était le coup de semonce pour le pouvoir et le coup d'envoi d'une rentrée de luttes, après la dissolution de la Ligue Communiste et l'intervention des flics à LIP. Aujourd'hui, rien de tel : les mesures démagogiques de Giscard, succédant à sa victoire électorale, désorientent, d'autant plus qu'elles ne trouvent en face d'elles aucune préparation réelle à la lutte contre l'inflation, le chômage et la vie chère de la part des organisations réformistes. C'est pourquoi, le rassemblement de cette année, avait un caractère très parcellisé.

Plutôt qu'une volonté de lutte unitaire, les 120 organisations présentes y apportaient leurs analyses, les 100.000 participants venaient s'y informer. Et on ne peut masquer l'absence de combativité de ces trois journées, ce qui dominait, c'était la dispersion, l'éclatement, la kermesse aux idées, la foire aux boutiques.

C'est dans le cadre de cette analyse de la rentrée, marquée par les grandes manœuvres d'appareil, (assises du socialisme, congrès extraordinaire du PC), et non par des luttes telles que LIP, que l'on peut analyser les opérations politiques tentées au Larzac par plusieurs courants. Le courant populiste d'abord, autour de la GOP, du PSU maintenu, de certains mouvements occitans, qui prit en charge l'essentiel de l'organisation technique du rassemblement et donc du choix et de l'animation des forums, mais qui fut incapable de s'affirmer comme un pôle disposant d'un projet global et cohérent de lutte pour la rentrée.

Le courant « socialiste » surtout, qui, à travers la visite surprise de Mitterrand, tenta de récupérer le rassemblement, de le chapeauter. Absent des grandes manifestations de lutte, (Larzac 73, Lip septembre 73, 1er mai 74), Mitterrand n'entend par contre, négliger aucune vitrine. Et sa présence constituait la seule (et bien terne) réponse de la gauche réformiste à la politique d'esbrouffe et de répression de « Giscard-Chirac-Poniatowski ». C'est ce que le FCR expliqua dans les nombreux groupes de discussion qui suivirent l'incident au cours duquel Mitterrand reçut quelques coups de la part de certains anarchistes et de groupes mao-staliniens tels que « Front Rouge ». Il est évident que de telles violences sont inacceptables au sein du mouvement ouvrier et qu'elles ne firent que permettre au PS (et au PSU !!!) de trouver un dérivatif à leur absence de préparation des luttes de la rentrée au profit de leurs manœuvres d'appareils.

Correspondant

Montpellier

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail *(facultatif)* .....

Rouge
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéménée -Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication : Henri Weber
Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

pour	la france		l'étranger	
sous pli	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

SOUTENEZ «ROUGE»

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Abonnement choisi.....

Un an après : la répression contre les travailleurs chiliens se poursuit

MANIFESTONS LE 11 SEPTEMBRE

La répression du bourreau Pinochet ne connait pas d'exclusives, la solidarité internationale avec les travailleurs chiliens ne doit pas en connaître non plus.
C'est l'unité la plus large, avec toutes les composantes du mouvement ouvrier, qui doit être réalisée partout dans le monde, en Europe, dans notre pays, pour manifester un an après le coup d'Etat du 11 septembre.

Il faut vaincre l'obstacle des délais et des vacances : les comités Chili (CSLRPC) ne sont pas en sommeil, pendant tout l'été ils ont été présents à Avignon, au Larzac ou sur les plages populaires autour de Bordeaux... Les comités Chili appellent donc à manifester pour qu'un an après, l'étau du silence n'étouffe pas les crimes des fascistes chiliens.

Cette « rentrée » des comités n'est pas une initiative éphémère : le soutien aux travailleurs chiliens et au combat de leurs organisations est une tâche plus nécessaire que jamais. Les comités Chili doivent se reconstituer au niveau des villes, au niveau des régions, prendre tous les contacts unitaires pour élargir leurs rangs, rediscuter des nécessités nouvelles du soutien à la résistance chilienne.

ACTIVITES DES COMITES CHILI

- **PARIS** : lundi 1er septembre à 19 h, 13,rue Gay-Lussac, coordination des comités Chili;
- **MILAN** : samedi 30 et dimanche 31 août, coordination unitaire européenne : ordre du jour : préparation des initiatives dans chaque pays le 11 septembre, préparation d'une initiative unique au niveau européen pour fin 74 ou début 75.
- Une affiche est sortie, envisageant des manifestations le 14 septembre (samedi) et les situant dans le cadre européen de la coordination des comités Chili. Un espace blanc est réservé pour la date et les lieux des initiatives locales.
- Une réunion unitaire, à l'appel de la direction des comités Chili est convoquée mardi 2 septembre à Paris avec toutes les organisations concernées par la préparation d'une manifestation à Paris et dans les villes de province le 11 septembre.

Voilà un an, l'impérialisme U.S. fomentait le coup d'Etat au Chili. Les financiers de Washington, le Pentagone, l'escroc Nixon, le « cher Henry » Kissinger, les agents du trust ITT, tous se préparaient au bain de sang. Les services du Pentagone pronostiquaient 40.000 morts inévitables. Il y en eut 20.000, 25.000 peut-être dans les premières semaines. Le scénario du putsch avait été minutieusement préparé : pas une bombe, pas une carte d'Etat-major ne manquaient. Les officiers de l'armée chilienne formés aux camps de Panama n'étaient que des pions dans l'exécution militaire du plan. Ce n'est pas l'intelligence médiocre d'un Pinochet qui avait conçu une opération de guerre civile de cette envergure. 20.000 hommes ont enlevé Santiago, une ville de 3.000.000 d'habitants où quelques jours plus tôt 1.000.000 de travailleurs manifestaient encore à l'appel des dirigeants de l'Unité populaire au pouvoir.

Les criminels responsables de la « Commune » de Santiago siègent à la Maison Blanche. Ce sont eux qui ont fait tirer sur les ouvriers et ce sont les trusts qui en ont tiré le profit.

Les pantins misérables qui gouvernent aujourd'hui au Chili poursuivent un an plus tard le massacre systématique de tout ce qui bouge : semaine après semaine ils arrêtent, ils pourchassent, ils torturent, ils tuent, le pays est entièrement sous leur botte.

Aujourd'hui, un an après, si la répression frappe encore c'est qu'ils ont encore peur de la classe ouvrière.

Alfonso Carreno, membre du comité central du parti communiste chilien est mort sous les tortures dans les caves de l'arsenal militaire de Santiago. Son corps mutilé a été rendu à sa famille le 1° août 1974.

D'autres communistes sont aujourd'hui menacés de la même fin, dont le sénateur Jorge Montès mais aussi les nombreux prisonniers de l'île Dawson où se trouve Luis Corvalan secrétaire général du PC. Ce dernier peut-être condamné à mort à tout moment par un simulacre de justice militaire. En attendant, ils doivent survivre dans un camp de concentration près du détroit de Magellan, par — 15° et avec un vent qui souffle à plus de 100 km/heure.

Le quadrillage systématique des cordons industriels par l'armée et la police amène au rythme actuel plusieurs centaines d'arrestations par semaine. Plusieurs dirigeants nationaux du MIR sont ainsi tombés. A l'approche du premier anniversaire du coup d'Etat, cette dictature militaire si féroce montre sa peur en se lançant dans des opérations contre... les bidonvilles.

Autour de ces crimes quotidiens le silence se fait. « On » ne parle pas de ça au milieu du mois d'août. Il y a un an pourtant, l'ORTF multipliait les « reportages » en direct sur les « difficultés » de l'Unité populaire.

Mais c'est le mouvement ouvrier tout entier au Chili qui résiste et qui est réprimé. Le seul fait d'être ouvrier est déjà suspect. Le seul fait d'être socialiste de droite ou de gauche, communiste ou révolutionnaire est passible de la peine de mort.

Portugal

DECLARATION DE LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

sur les atteintes aux droits démocratiques des travailleurs

Le 9 août 74, le comité exécutif de la LCI (organisation de la IVème Internationale)

1°) La récente suspension arbitraire du journal « Luta Popular » par la junte de salut national, puis l'interdiction de la manifestation du MRPP en (1) en défense et l'emprisonnement de certains manifestants ont eu une grande répercussion politique au niveau national. Aucune organisation politique du mouvement ouvrier ne peut éviter de prendre publiquement une position claire.

Cela est grave. On assiste en ce moment au Portugal à une multiplication des provocations de droite qui cherchent à s'appuyer sur les classes moyennes, en faisant vibrer en elles la corde de l'anticommunisme, en vue de rassembler un authentique parti de la peur. Aux clameurs contre « la menace communiste », les « coups d'Etat », « l'anarchie », « la désobéissance généralisée », aux campagnes de la presse internationale liée à la haute finance, succèdent les provocations directes et les violences physiques (agressions de la municipalité de Lourès). La recrudescence de l'activité de l'extrême-droite se manifeste parallèlement à l'instauration d'un gouvernement de force auquel accèdent les militaires responsables du mouvement des forces armées.

Cette promotion a été saluée par les partis du gouvernement, plus précisément par le PS et le pc, comme une victoire des forces progressistes. Etrange victoire ! A peine une femaine plus tard, trois quotidiens sont suspendus par la JSN (Junte de salut national), mesure qui a soulevé la protestation vigoureuse et la solidarité active des journalistes qui se sont refusés à faire paraitre la plupart des journaux du jour. Le projet de loi sur la grève a fait l'objet de critiques de la part de l'Intersyndicale même, qui quelques jours avant appelait à manifester en soutien au gouvernement provisoire. Le déploiement spectaculaire de forces militaires et policière le 7 août à Lisbonne ne peut avoir qu'un but : créer un climat de désordre et « d'agression idéologique », accréditer l'idée d'un danger gauchiste qui justifie toutes les mesures répressives. Cette technique est commune à toutes les polices : créer le climat qui justifie leur propre intervention. Au demeurant, la répression qui s'est abattue sur le MRPP n'est pas fortuite : il y a déjà un bout de temps que la bourgeoisie mène une campagne visant à l'isolement du MRPP le rendant responsable de tout ce qui arrive. Cette manœuvre a été facilitée par le sectarisme aveugle du MRPP lui-même.

Il y a de profondes divergences entre le MRPP et la Ligue communiste internationaliste. Mais cela ne nous empêche pas de le soutenir aujourd'hui contre la répression capitaliste, car nous sommes conscients qu'il ne s'agit pas seulement d'une attaque contre le MRPP, mais plus précisément de créer un climat favorable à la répression contre le mouvement ouvrier en général et contre le mouvement révolutionnaire en particulier. En réalité, les responsables des véritables désordre sont ceux qui recourent à toutes les violences pour imposer leur dictature à la classe ouvrière et aux masses travailleuses.

2°) Le gouvernement, la JSN et l'état-major général des forces armées ont bien choisi leur moment pour agir. La déclaration de Spinola sur la reconnaissance du droit à l'indépendance des colonies a créé, dans la petite et moyenne bourgeoisie — et même dans certains secteurs de la classe ouvrière — des illusions quant au caractère de l'actuel gouvernement, illusions qui augmentent son prestige et élargissent sa marge de manœuvre. Il faut ajouter à cela un long processus de démobilisation du mouvement ouvrier et d'isolement de ses luttes les plus combatives, en même temps qu'un regain d'activité des groupes de droite.

Les partis dits communiste et socialiste ont offert leur couverture à ces actions du gouvernement, divisant la classe ouvrière, impulsant même des mobilisations qui légalisent aux yeux des masses les actions répressives du gouvernement et de la junte.

Sans faire la moindre critique, le PC et le PS donnent ainsi un chèque en blanc au mouvement des forces armées qu'il glorifie à tous moments. Face à l'isolement des grèves ouvrières et à la répression contre l'extrême-gauche, le PS se lave les mains avec un communiqué destiné à calmer les éventuelles critiques de ses militants les plus combatifs, et le PCP se porte à l'avant-garde de la répression en montant la population contre les luttes des travailleurs et contre les révolutionnaires.

3°) Il devient désormais facile de comprendre à quoi servent en réalité le gouvernement, la JSN et le MFA. Il devient facile de comprendre sa fermeté dans le maintien de l'ordre à tout prix, car c'est la condition du maintien de l'exploitation capitaliste (...). L'automne et l'hiver seront durs pour la bourgeoisie, il est nécessaire de briser tous les foyers de résistance ouvrière et d'agitation révolutionnaire. C'est ainsi qu'il lui sera possible de domestiquer la classe ouvrière et de lui faire accepter dans la « paix et dans l'ordre » les prochaines augmentations de prix, les licenciements et l'intensification des cadences — seule solution bourgeoise pour adapter une économie vulnérable à la concurrence internationale.

4°) la classe ouvrière saura répondre à l'offensive capitaliste. D'autant plus que la première vague de grève a donné à certains de ses secteurs une expérience de lutte et d'organisation.

Les révolutionnaires doivent s'employer à impulser et structurer la riposte de la classe en luttant contre toute tentative visant ses conquêtes les plus importantes. Il s'agit de défendre et de développer partout (dans les syndicats, dans les luttes d'usines et de quartiers), des organisations autonomes de la classe, des organes unitaires qui regroupent le plus grand nombre possible de militants autour des revendications du prolétariat et des masses travailleuses. Ainsi, face à l'aggravation de la répression capitaliste, la défense intransigeante du droit de réunion, d'association politique et syndicale, de grève, de manifestation et d'expression écrite, sans restriction, est vitale pour la classe ouvrière. La L.C.I. lance d'ores et déjà un appel aux ouvriers et travailleurs, à toutes les organisations révolutionnaires pour l'organisation d'un large front de lutte pour la défense des droits démocratiques, contre la répression capitaliste, et contre les agressions des bandes réactionnaires. Nous appelons dans toutes les luttes à l'organisation de l'autodéfense ouvrière, car les droits démocratiques ne se mendient pas, ils s'imposent (...).

5°) Aux directions du PCP et du PS, compromises dans la plus ouverte collaboration de classes à l'encontre des intérêts des travailleurs, nous lançons un avertissement solennel. Elles pensent pouvoir continuer dans leur commode position qui consiste à assiter et participer à l'isolement des secteurs combatifs de la classe ouvrière et des organisations révolutionnaires. Quand elles auront fini de remplir la mission qui leur est dévolue, la bourgeoisie les mettra à la porte du gouvernement après les avoir obligées à céder sur tous les terrains, jour après jour, décret après décret.

POUR LE DROIT SANS RESTRICTION DE REUNION, D'ASSOCIATION SYNDICALE ET POLITIQUE, DE GREVE, DE MANIFESTATION, DE PUBLIER LA PRESSE OUVRIERE !

ORGANISONS L'AUTO-DEFENSE DES LUTTES !

LIBERTE IMMEDIATE POUR TOUS LES REVOLUTIONNAIRES EMPRISONNES !

ABOLITION DE LA SUSPENSION DE « LUTA POPULAR » !

(1) Mouvement pour la reconstruction du parti prolétarien (organisation maoiste).